

**Art. 3.** Le Ministre flamand qui a la recherche scientifique et l'innovation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 décembre 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
J. JAMBON

La Ministre flamande de l'Économie,  
de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,  
H. CREVITS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/10229]

#### 16 JANVIER 2020. — Arrêté ministériel interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine

La Ministre de la Nature et de la Ruralité,

Vu le décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 14;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, les articles 3, § 1<sup>er</sup>, et 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>;

Vu l'urgence motivée par le fait que la crise sanitaire que constitue la peste porcine africaine est une crise grave et très rapidement évolutive qui requiert une prise de décision immédiate compte tenu de la situation de terrain;

Que pour lutter efficacement contre la maladie et éviter que celle-ci n'entre en phase endémique, de nombreuses mesures ont été adoptées par la Région wallonne;

Que ces mesures ne peuvent souffrir d'une circulation inadaptée en forêt au risque de compromettre tant la sécurité des intervenants qui luttent ou qui contribuent à lutter contre la maladie et viser son éradication, que d'en assurer la propagation en dehors de la zone infectée;

Qu'en conséquence une interdiction de circulation en forêt a été prise par voie d'arrêté ministériel, dont le dernier en date est l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> octobre 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, en prévoyant toutefois certaines dérogations pour un nombre limité d'ayants-droits;

Que, parallèlement à ces mesures, de nombreuses décisions ont été adoptées ou poursuivies par la Région wallonne pour lutter efficacement contre la maladie, telles que des opérations de destruction de grande envergure par piégeage et tirs de nuit, par l'installation d'un important dispositif de destruction par tir lequel se compose de nombreux points d'affût et appâtage à proximité de chemins empierrés dans la zone infectée, par l'installation d'un réseau de clôtures de plus de 300 kilomètres de long, par d'intenses opérations de prospection et d'évacuation des carcasses des sangliers et par la mise en œuvre de mesures de biosécurité;

Que ces décisions ont été considérées, par les experts européens spécialisés en la matière, comme efficaces;

Que ceci est d'autant plus probant que depuis la découverte du cas primaire de peste porcine africaine, il a été récemment constaté que la population des sangliers et la découverte de cadavres contaminés dans la zone infectée se sont réduites entraînant avec elle la diminution de la présence du virus, comme en atteste la dernière carte de prospection datée du 18 décembre 2019;

Que ce constat a notamment pu être dressé suite à l'intensification des recherches de cadavre organisée, mobilisant davantage de ressources humaines, entre le 6 novembre 2019 et le 10 décembre 2019, soit à la sortie de la période de végétation, à un moment où la visibilité dans le sous-bois forestier commence à s'améliorer;

Que durant cette période, et après la publication du précédent arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> octobre 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine, l'effort de destruction s'est considérablement intensifié en zone infectée;

Que la combinaison de ces mesures a permis, en plus de celles déjà existantes, de découvrir récemment, par voie de prospection organisée, de nouvelles carcasses de sanglier dans la zone infectée (30.483 hectares de forêt, à la date du 13 décembre 2019 – les dernières carcasses positives découvertes, dont la mort estimée remonte de 3 à 6 mois, l'ont été en date du 9 décembre 2019 et le 3 janvier 2020) dont les analyses virologiques effectuées par le laboratoire de référence belge Sciensano démontrent qu'ils sont positifs au virus de la peste porcine africaine;

Que ces travaux de prospection sont considérables vu l'étendue de la zone et requièrent une mobilisation des ressources humaines très importante;

Que, malgré la diminution de la population des sangliers et de la présence du virus en zone infectée, la peste porcine africaine est toujours active et virulente dans la zone infectée;

Qu'il ne peut, par ailleurs, être exclu l'installation d'une situation d'endémie dans la zone infectée et la crainte d'une extension de l'épidémie hors de la zone infectée;

Qu'en outre, la découverte des nouvelles carcasses, dont la mort estimée remonte de 3 à 6 mois, de sanglier en date du 9 décembre 2019 positifs au virus de la peste porcine africaine a obligé la Région wallonne, d'une part, à proposer à l'Europe une modification des contours de la zone infectée – ce qui n'avait plus été le cas depuis le 19 mars 2019 – et, d'autre part, à adapter les mesures de gestion afférentes à la peste porcine africaine (arrêtés du Gouvernement wallon du 12/12/2019 et du 18/12/2019 modifiant l'arrêté du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers);

Que ces nouveaux éléments, et la récente découverte de nouvelles carcasses positives à la PPA, dont la mort remonte de 3 à 6 mois, en date du 3 janvier 2020, requièrent une adaptation des décisions et des mesures adoptées par la Région wallonne ou l'adoption de nouvelles mesures;

Que pour des raisons inhérentes à la maladie et l'étendue du territoire concerné, ces différents paramètres sont évolutifs et ne peuvent pas être complètement anticipés;

Par conséquent, un délai de trente jours pour solliciter l'avis de la section législation du Conseil d'Etat est de nature à rendre ces données dépassées;

L'urgence sollicitée est rencontrée;

Vu l'avis 66.882/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 janvier 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'en application de la Directive 2002/60 du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine, et depuis la confirmation le 13 septembre 2018 d'un cas primaire de peste porcine africaine chez le sanglier, la Région wallonne est obligée de prendre immédiatement plusieurs dispositions et décisions en vue de freiner, d'éviter la propagation de la maladie et l'éradiquer, dont la délimitation d'une zone infectée et d'adopter des mesures appropriées à y appliquer pour y parvenir;

Que ces dispositions et décisions, qui visent à éviter une propagation de la maladie vers des élevages de porcs domestiques, peuvent et doivent être adaptées au fur et à mesure de l'évolution de la situation sanitaire;

Que les dispositions et décisions envisagées, lorsqu'elles sont adoptées, sont établies selon les recommandations des experts et scientifiques régionaux, nationaux et européens spécialisés dans la gestion de la peste porcine africaine;

Que lors de l'établissement de ces dispositions, les différents intérêts en présence sont pris en compte, y compris les intérêts particuliers, mais que l'appréciation globale des risques potentiels de chaque activité en termes de probabilité de propagation de la maladie conduit, selon le cas d'espèce, à les refuser ou à les autoriser selon des modalités et conditions parfois similaires et parfois distinctes;

Considérant que le milieu et domaine de vie de l'espèce sanglier, seul animal de la faune sauvage susceptible d'être infecté par le virus de la peste porcine africaine (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, p. 8) est principalement le milieu forestier;

Que les sangliers ayant développé la maladie peuvent transmettre le virus aux élevages de porcs domestiques;

Que par le biais des différentes mesures adoptées par voie d'arrêtés ministériels depuis la découverte du cas primaire de peste porcine africaine, l'objectif est de limiter, au mieux éviter, au maximum le déplacement des animaux malades, présents majoritairement en milieu forestier, dans la zone infectée vers des zones non infectées et, pire encore, vers des élevages de porcs domestiques;

Que la documentation scientifique existante sur l'étude de la propagation de la peste porcine africaine démontre qu'elle est facilitée, entre les sujets susceptibles de la développer, par les activités humaines (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, p. 7);

Que, par application de cette doctrine, il peut être considéré que le maintien de la circulation en milieu forestier par l'effet, d'une part, du dérangement des animaux sauvages malades et, d'autre part, par le portage mécanique du virus (transmission indirecte) suite à un contact avec un cadavre de sanglier ou des substances biologiques provenant de sangliers infectés, présente un risque réel de dispersion du virus vers des zones boisées non infectées, et donc qu'elle accroît le risque d'une propagation du virus vers des exploitations porcines d'élevage;

Qu'au sein du milieu forestier, l'activité humaine la plus susceptible de faire fuir les animaux potentiellement infectés dans la zone infectée vers d'autres endroits non contaminés est l'activité forestière en général, et spécifiquement celle qui se pratique hors chemins et sentiers (Comité scientifique de l'AFSCA - avis rapide n° 09-2019 - Risque d'introduction de la peste porcine africaine (PPA) dans les exploitations porcines associé à une reprise des travaux dans les forêts en zone II (faune sauvage contaminée par la PPA) (dossier SciCom 2019/10), p. 14);

Qu'à contrario, un dérangement des sangliers en zone ouverte, particulièrement si cette dernière est enclavée au milieu d'un bois, aura pour effet d'inciter les sangliers, apeurés, à retourner dans leur milieu de vie naturel : le milieu forestier;

Que ces activités exercées en zone ouverte sont dès lors jugées moins critiques en termes d'extension de la zone contaminée;

Qu'il convient donc d'apprécier les activités humaines, études scientifiques à l'appui, qui peuvent être autorisées ou temporairement interdites compte tenu de ce risque de propagation;

Considérant qu'une gestion inadéquate de la maladie et une mauvaise appréciation du risque de propagation vers des élevages de porcs domestiques entraîneraient des conséquences économiques catastrophiques et désastreuses pour l'ensemble du territoire de la Région wallonne et, plus largement, pour le Royaume de Belgique voire même pour d'autres Etats membres;

Que si le confinement de la maladie n'est donc pas assuré et que la propagation crainte a lieu, il est peu probable que la maladie puisse être gérée;

Qu'il s'impose dès lors à la Région wallonne, pour agir en gestionnaire normalement prudent et diligent de l'intérêt général, de promouvoir la sécurité et la prudence, par le confinement de l'épidémie et l'adoption de mesures strictes en ce sens;

Que les résultats de la propagation de la peste porcine africaine depuis l'interdiction de circulation optée par la Région wallonne par les différents arrêtés successifs depuis la découverte du premier cas primaire de peste porcine africaine démontrent que la mesure est efficace : la propagation de la maladie est contenue;

Qu'en conséquence, il est jugé que l'interdiction de toute circulation en forêt constitue une mesure proportionnée et efficace qui se doit d'être maintenue tant pour éviter une propagation de la maladie vers des élevages domestiques de porcs que pour assurer les dispositions et décisions de lutte adoptées par la Région wallonne pour éradiquer la maladie;

Qu'il en va de la protection de l'intérêt général;

Considérant que l'interdiction de circulation en forêt pour assurer le confinement de la maladie et éviter sa propagation vers des zones boisées non infectée et des élevages domestiques de porcs nécessite toutefois certains aménagements au regard de l'évolution de la maladie et des données de terrain récoltées issues des dispositions et décisions successives adoptées par la Région wallonne;

Considérant que pour des raisons évidentes liées à la gestion de la maladie, l'accès à la zone infectée doit pouvoir être autorisée aux personnes chargées de la lutte contre cette maladie;

Que cette lutte s'est matérialisée et continue de se matérialiser au travers de différentes mesures, cohérentes et de longues durées, adoptées par la Région wallonne, dont notamment par des opérations de destruction de grande envergure par piégeage et tirs de nuit, par l'installation d'un important dispositif de destruction par tir lequel se compose de nombreux points d'affût et appâtage à proximité de chemins empierrés dans la zone infectée, par l'installation d'un réseau de clôtures de plus de 300 kilomètres de long, par d'intenses opérations de prospection et d'évacuation des carcasses des sangliers et par la mise en œuvre de mesures de biosécurité;

Que la conjugaison du confinement de l'épidémie et des dispositions et décisions de lutte adoptées par la Région wallonne est jugée efficace par les experts : non seulement la propagation de la maladie est contenue dans la zone infectée mais aussi les derniers recensements de sangliers vivants effectués sur le terrain par les opérations de

prospection (comme en attestent les cartes du 18 décembre 2019 et du 14 janvier 2020) et les analyses virologiques réalisées par le laboratoire de référence belge Sciensano sur les cadavres ou carcasses de sangliers abattus ou découverts morts par ces mêmes opérations démontrent une diminution de la concentration des sangliers positifs à la maladie dans la zone infectée depuis la découverte du cas primaire de peste porcine africaine;

Que, même si les résultats et constats sont encourageants, la situation en zone infectée reste néanmoins critique et le restera jusqu'à la complète éradication de la maladie : des carcasses de sangliers répondant positivement au virus continuent d'être découverts (dernières en date : 9 décembre 2019 et 3 janvier 2020) par le truchement des opérations de prospection engagées;

Que ces opérations de prospection sont de véritables opérations contre-la-montre dans la mesure où, compte tenu de l'étendue considérable de la zone à prospector, de la faible visibilité dans le sous-bois forestier et de la vitesse de décomposition des cadavres, elles ne permettent de mettre en évidence qu'une fraction inconnue des cadavres de sangliers;

Qu'en outre, le faible niveau de la population de sangliers, soumise à des tirs de destruction et à l'effet létal de la maladie, réduit d'autant le nombre d'hôtes potentiels de la maladie et donc le nombre de morts liés à la maladie, réduisant d'autant la probabilité de les détecter;

Que la Commission européenne considère la maladie comme étant éradiquée 12 mois après la découverte du dernier cadavre de sangliers répondant positivement à la peste porcine africaine et qu'elle impose, après ce constat, le maintien de mesures de gestion drastiques et la poursuite des opérations de prospection;

Qu'il est donc manifestement important de maintenir les opérations de prospection afin de pouvoir dater les cadavres de sanglier. Une méthode scientifique est utilisée à cette fin (SAMSUWAN et al., A method for extracting DNA from hard tissues for use in forensic identification, *Biomedical reports*, 9 433-438, 2018) et démontre que la dernière carcasse positive découverte en date du 3 janvier 2020 date la mort de 3 à 6 mois avant sa découverte, soit d'un sanglier mort positif au virus durant l'été 2019;

Que l'opportunité et la cadence de la réalisation des opérations de prospection et d'évacuation des cadavres de sanglier est encore justifiée par le fait qu'il est avéré que les sangliers adoptent des pratiques cannibales; les sangliers sains peuvent être amenés à manger des êtres de leurs propres espèces potentiellement infectés (Cukor, J., Linda, R., Václavěk, P., Mahlerová, K., Šatrán, P. and Havránek, F. (2020), *Confirmed cannibalism in wild boar and its possible role in African swine fever transmission. Transbound Emerg Dis.* 30 décembre 2019, disponible sur : <https://doi.org/10.1111/tbed.13468> (janvier 2020));

Que cette pratique constitue une voie de transmission importante du virus de la PPA au sein de l'espèce;

Que même si le sanglier n'adopte pas systématiquement une attitude cannibale, il reste néanmoins attiré par un congénère en décomposition (léchage, reniflage);

Que la survie du virus dans les carcasses est plus élevée en période froide et humide et moins élevée lors des périodes chaudes et sèches (canicules);

Que ces considérations soulignent la nécessité absolue de maintenir les activités de prospections/extractions afin de rompre ce cycle sylvatique;

Qu'à ces différents paramètres, il ne peut encore être exclu l'installation d'une situation d'endémie dans la zone infectée (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, *Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs*, 25/09/2018, pp. 18-19 et p. 25) et une extension de l'épidémie hors de la zone infectée;

Que le risque inhérent à cette phase est la réapparition de la maladie dans les semaines/mois qui suivent la diminution de la population des sangliers;

Que cette réapparition serait probablement déterminée par plusieurs facteurs, entre autres : les sangliers qui intègrent la zone infectée soit par le jeu des naissances à venir dans le courant du printemps (mars 2020) soit par le jeu de l'immigration et ont contracté le virus « dormant » dans les carcasses de sangliers infectieux par nécrophagie ou par simple contact ou par une propagation inopportune de la maladie en dehors de la zone infectée;

Que compte tenu de ce qu'il précède, il n'est donc pas possible de conclure à la disparation de la maladie;

Qu'afin de garder pleinement la situation sous contrôle et pérenniser les bons résultats obtenus, la Région wallonne estime devoir maintenir l'ensemble des décisions et dispositions de lutte adoptées jusqu'alors;

Que le vide sanitaire par la chasse (à des heures, jours et en des lieux inhabituels) se doit donc d'être maintenu dans la zone infectée pour endiguer cette phase endémique et assurer l'éradication de la maladie;

Que selon la littérature scientifique, l'association d'une pression de chasse ad hoc à l'enlèvement rapide des carcasses en phase endémique pourraient augmenter la probabilité d'éradication du virus (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, *Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs*, 25/09/2018, p. 26);

Que les tirs dans la zone infectée se sont intensifiés ces derniers mois et ont permis de réduire considérablement la population de sangliers dans la zone infectée;

Que si dès la mise en œuvre de ces mesures de tir, les effets de la destruction étaient visibles, ils s'atténuent, inévitablement, avec le temps;

Qu'en effet, par l'effet de la destruction, la population des sangliers s'est réduite et qu'il est, par conséquent, plus difficile d'abattre les sangliers restants sur la zone infectée;

Que les observations de terrain indiquent encore la présence de sangliers vivants, et donc potentiellement infectés même si en faible nombre;

Que pour des raisons évidentes liées à la sécurité des personnes et au risque de dérangement du gibier, le maintien de ce dispositif ne peut souffrir de circulations non essentielles en forêt;

Qu'en conséquence, l'accès à la zone infectée aux personnes chargées de la lutte contre la peste porcine africaine doit pouvoir être pleinement assurée;

Considérant, également, que moyennant certaines précautions de sécurité et de biosécurité, des tempéraments à cette interdiction générale de circulation en forêt peuvent être prévus pour un nombre limité d'ayant-droits, dans un souci de sécurité publique ou pour permettre l'accessibilité à certains domiciles et résidences secondaires;

Que ces aménagements visent des personnes et activités sans lien avec la gestion de la peste porcine africaine;

Que ces aménagements doivent donc être strictement appréciés au regard du degré de risque potentiel de propagation de la peste porcine africaine qu'ils sont susceptibles d'induire vers des zones boisées non infectées et des élevages domestiques de porcs;

Que de nombreuses activités de type forestier, agricoles, piscicoles et culturelles sont impactées par l'interdiction générale de circulation en forêt nécessaire pour assurer le confinement de l'épidémie de la peste porcine africaine et donc son éradication;

Que la possibilité d'octroi de dérogations d'ordre individuel à leur égard est évaluée et appréciée, à l'aide d'études scientifiques et eu égard à l'évolution de la maladie attestée par les opérations de prospection réalisées (dernière carcasse positive découverte, dont la mort remonte de 3 à 6 mois, en zone infectée en date du 3 janvier 2020), en vue de permettre une reprise de ces activités sans que cela ne puisse porter atteinte aux dispositions et décisions de lutte adoptées par la Région wallonne contre la propagation du virus visant à la protection de l'intérêt général;

Qu'une mise en balance des intérêts en présence, tenant compte du degré de risque, doit donc être effectuée et qu'elle conduit à autoriser certaines activités mais pas d'autres, pourtant similaires, en raison du type de milieu, forestier ou ouvert, dans lequel elles s'exercent;

Considérant qu'un avis sur le risque d'introduction de la peste porcine africaine dans les exploitations porcines associé à une reprise des travaux dans les forêts en zone II (contaminée par la PPA) a été sollicité auprès du Comité scientifique de l'AFSCA afin de déterminer si une reprise des activités et exploitations de type forestier est envisageable compte tenu de l'épidémie et son évolution;

Que cet avis (avis rapide n° 09-2019 - Risque d'introduction de la peste porcine africaine (PPA) dans les exploitations porcines associé à une reprise des travaux dans les forêts en zone II (faune sauvage contaminée par la PPA) (dossier SciCom 2019/10)) a été rendu par le Comité scientifique de l'AFSCA le 4 juin 2019;

Que le Comité scientifique de l'AFSCA évalue le risque de transmission indirecte via les personnes et le matériel vers des zones non contaminées via la reprise des activités forestières (à savoir, la préparation des sols – y compris l'apport d'amendements, les plantations et semis, l'élagage de branches, le marquage d'arbres en éclaircie et l'exploitation forestière) comme « modéré », soit le niveau 3 dans l'échelle de qualification des risques qui en compte 4;

Que dans cet avis, le Comité scientifique de l'AFSCA précise encore que « les entreprises qui assurent les travaux évalués ici sont peu nombreuses et donc amenées à se déplacer, avec leur matériel, dans de nombreux lieux d'exploitation dans le pays, lieux qui constituent le biotope naturel des sangliers et qui sont géographiquement distants. Vu le caractère invasif des travaux dans les forêts, il existe une forte probabilité d'entrer en contact avec des substances contaminées (cadavres, excréments) en zone II. De plus, le virus de la PPA montre une haute persistance dans les substances biologiques et donc dans l'environnement. En raison de ces deux facteurs, le risque de propagation du virus est considérable. »; Que par conséquent le Comité scientifique de l'AFSCA conclut qu'il « ne recommande pas à l'heure actuelle la reprise des travaux forestiers, non en raison du risque d'introduction du virus dans les exploitations porcines mais bien du risque de sa propagation en faune sauvage »;

Que cette considération et la recommandation qui est formulée sont justifiées au regard « du caractère invasif des travaux dans les forêts [et de la] forte probabilité d'entrer en contact avec des substances contaminées »;

Que cet avis n'a pas été remis en question par l'AFSCA;

Considérant que depuis le 3 juin 2019, la totalité des sangliers retrouvés morts positifs à la peste porcine africaine l'ont été dans l'écosystème forestier, caractérisé par la présence de nombreux milieux humides et frais, soit là où les activités et exploitations de type forestier sont réalisées;

Qu'en effet, les sangliers atteints par la peste porcine africaine cherchent, en raison de la fièvre qui les accable, des zones fraîches et humides pour y mourir;

Qu'une exploitation forestière, aussi limitée et ponctuelle soit-elle, reste nécessairement bruyante et invasive, et est donc susceptible de déranger et de faire fuir les sangliers potentiellement infectés de la zone, comme le considère l'ANSES dans un avis du 24 janvier 2019 (saisine n° 2018-SA-0250) relatif à l'évaluation de l'impact des activités en forêt sur le risque de diffusion de la peste porcine africaine sur le territoire national;

Que, comme exposé ci-avant, le risque de transmettre et propager la peste porcine africaine par l'accès au milieu forestier pour assurer les activités et exploitations de type forestier vers d'autres milieux non contaminés est et reste donc réel;

Considérant que le seul cas connu de succès de l'éradication de la peste porcine africaine en Europe est celui de la République tchèque;

Que la stratégie mise en place par ce pays est celle de l'interdiction d'activités en forêt dans la zone infectée, sauf pour ce qui relève de la lutte contre la peste porcine africaine (Petr Satran, From ASF infection in wild boar to eradication and free status recovery in the Czech Republic, GF-TADs, Praha, 11.3.2019);

Que ce succès et les conclusions de l'avis rendu par le Comité scientifique de l'AFSCA démontrent que les activités et exploitations de type forestier sont à proscrire au maximum pour éviter la propagation de la peste porcine africaine vers de nouvelles zones non contaminées;

Que, dès lors, ce n'est que pour des raisons impératives de type sanitaire que la circulation en milieu forestier pourrait être envisagée lorsque la maladie est en phase de développement;

Que ceci est encore corroboré par les experts européens en matière de peste porcine africaine (REPORT ASF Expert Mission to Belgium, EUVET Initiative, 7-8 January 2019, by Vittorio GUBERTI - ISPRA, Italy);

Que, dans les circonstances relatives à la peste porcine africaine, si certains travaux sylvicoles sont indispensables pour la survie des peuplements d'autres visent uniquement une meilleure conformation et donc un meilleur rendement économique pour le propriétaire; avoir une bonne conformation des arbres ne l'emporte pas au regard de l'intérêt général qui est d'éviter la propagation de la peste porcine; quant aux dégagements mécanisés, ils ne peuvent être admis, car, d'une part, l'enlèvement des broussailles oblige les sangliers vivants qui étaient présents à migrer ailleurs, et le risque de propagation de la maladie dû à un tel déplacement n'est pas jugé acceptable, et d'autre part, l'enlèvement de broussailles à l'aide d'engins ou d'outils mécanisés est susceptible de détruire et disperser, par inadvertance, des cadavres putréfiés ou des ossements de sangliers potentiellement infectés positivement par le virus;

Considérant, toutefois, que ces considérations et le risque lié à l'exercice des activités forestières dans la zone infectée par la peste porcine africaine doivent être appréciés et, si nécessaire tempérés, au regard de deux éléments distincts que sont, d'une part, la diminution des densités de sangliers présents dans la zone infectée et, d'autre part, la crise sanitaire relative au développement exponentiel de la population d'un insecte ravageur (scolyte ou « ips typographe ») des arbres résineux, spécifiquement l'épicéa;

Considérant qu'il a été récemment constaté que la densité des sangliers et la découverte de cadavres contaminés dans la zone infectée se sont réduites entraînant avec elle la diminution de la présence du virus, comme en atteste la dernière carte de prospection datée du 18 décembre 2019;

Que ce constat doit toutefois être relativisé par le fait que, malgré les dispositions et décisions de destruction adoptées par la Région wallonne et l'effet létal propre à la maladie, la présence sporadique de sangliers vivants est prouvée partout dans la zone infectée grâce aux observations réalisées sur le terrain, directes (sorties de nuit et appareils photos automatiques) ou indirectes (traces);

Que la localisation des cas positifs est, du reste, encore rendue compliquée par la difficulté de détection des cadavres, parfois enfouis sous une importante couche de végétation et la superficie importante de la zone infectée (30.483 hectares de forêt, à la date du 13 décembre);

Qu'une intensification des recherches de cadavre a été organisée, mobilisant davantage de ressources humaines, entre le 6 novembre 2019 et le 10 décembre 2019, soit à la sortie de la période de végétation, à un moment où la visibilité dans le sous-bois forestier commence à s'améliorer;

Que par ces opérations de prospections intensives, combinées à d'autres décisions adoptées par la Région wallonne, ont permis de découvrir récemment, par voie de prospection organisée, de nouvelles carcasses de sanglier dans la zone infectée (les dernières carcasses positives découvertes en date l'ont été le 9 décembre 2019 et le 3 janvier 2020) dont les analyses virologiques effectuées par le laboratoire de référence belge Sciensano démontrent qu'ils sont positifs au virus de la peste porcine africaine;

Que, malgré la diminution de la population des sangliers et de la présence du virus en zone infectée, il est prouvé que la peste porcine africaine est toujours active et virulente dans la zone infectée mais qu'elle requiert, toutefois, une nouvelle appréciation des mesures à adopter à l'égard des activités forestières;

Qu'en effet compte tenu de cette apparente accalmie, la balance des intérêts en présence conduit à envisager certaines activités forestières urgentes et peu invasives, soit des activités de marquage et d'inventaire de peuplement de feuillus et de résineux ainsi que des activités de plantations non mécanisées, puissent être réalisées en zone infectée moyennant le respect de certaines précautions de sécurité et de biosécurité, à charge des exploitants, identiques à celles imposées au personnel menant à bien les activités de prospection de cadavres de sangliers et sous réserve de vérifications in situ quant à la présence ou non de carcasses de sangliers potentiellement infectés (les opérations de prospections ont démontré que la carcasse retrouvée est positive et qu'en conséquence la découverte d'une carcasse de sanglier ne doit pas être prise à la légère);

Que pour ce qui relève spécifiquement des activités de plantation, sont seuls visées les plantations douces de plants acquis avant la date à laquelle la propriété concernée a été intégrée dans la zone infectée sur base des arrêtés successifs fixant les limites de celle-ci, spécifiquement les arrêtés du Gouvernement wallon des 12 octobre 2018, 11 janvier 2019, 19 février 2019 et 19 mars 2019;

Que cette restriction est justifiée en raison du caractère urgent que ces plants acquis ont d'être replantés, sous peine d'être perdus ou d'avoir une très mauvaise reprise;

Qu'aucune urgence ne pourrait être soulevée par l'acquisition de futurs plants, postérieurs à l'entrée vigueur du présent arrêté, alors que la crise de la peste porcine africaine est toujours active;

Que l'approche adoptée par la Région wallonne se veut être cohérente dans son principe dans l'objectif d'éradiquer la maladie : la circulation en forêt est interdite en raison de la présence encore active de la maladie mais peut souffrir de certains aménagements moyennant certaines précautions;

Que, par ailleurs, l'éventuelle préparation de terrain pour la plantation ne peut être réalisée qu'au moyen de la débroussaillage à main dans la ligne, uniquement sur une largeur d'environ 50 cm;

Que le recours à des engins ou outils mécanisés, tant pour dégager la ligne de plantation que pour la préparer, ne saurait être autorisé dans la mesure où ces engins ou outils sont susceptibles, d'une part, d'effrayer les sangliers potentiellement infectés par la maladie et, d'autre part, de détruire et disperser par inadvertance de potentielles carcasses ou ossements de sangliers potentiellement infectés par le virus;

Qu'au regard de la diminution de la population en forêt des sangliers, vivants et morts, le risque de propagation de la maladie au marquage des bois et à la plantation non-mécanisée de plants déjà acquis est considéré comme acceptable, dans la mesure où le dérangement attendu ne devrait pas être plus important que celui généré par les opérations de prospection;

Que, toutefois, ces activités forestières sont soumises, au préalable, à l'envoi par l'exploitant d'une notification au Chef de cantonnement, à des fins de contrôle, laquelle contiendra des informations spécifiques à lui délivrer;

Considérant que concomitamment à l'épidémie de la peste porcine africaine qui sévit en Région wallonne, les forêts subissent une crise sanitaire supplémentaire par le développement exponentiel de la population d'un insecte ravageur;

Qu'à des fins de protection et de préservation de l'écosystème forestier, il convient de prendre des mesures pour endiguer au maximum la pullulation de cet insecte, et ce afin d'éviter une déstabilisation des peuplements forestiers profonde et durable, une perturbation dans la gestion des propriétés ainsi qu'une perturbation paysagère;

Que la préservation et la protection de l'écosystème forestier relève aussi d'un intérêt général;

Que la seule gestion efficace contre la pullulation des scolytes est celle de l'évacuation la plus rapide et en tout cas dans les quatre semaines en période d'activité de l'insecte, de tout arbre nouvellement attaqué par le ravageur;

Qu'à cette fin et dans ce contexte spécifique, il est envisageable et opportun de déroger, moyennant certaines précautions de sécurité et de biosécurité identiques à celles imposées au personnel menant à bien les activités de prospection de cadavres de sangliers et sous réserve de vérifications in situ quant à la présence ou non de carcasses de sangliers potentiellement infectés, à l'interdiction générale de circulation en forêt dans les zones non visées par une reprise des activités forestières au sein de la zone infectée pour permettre l'exploitation des seuls peuplements d'épicéas scolytés;

Qu'il s'agit là d'un équilibre entre la poursuite obligatoire de la lutte contre la peste porcine africaine et la nécessité de contrôler la pullulation des scolytes;

Que cette seule exploitation forestière, en ce qu'elle poursuit un objectif d'intérêt général et compte tenu du dérangement qu'elle est susceptible d'engendrer pour les sangliers ayant développé la maladie par le recours à des engins mécanisés et motorisés, pourrait être autorisée dans la zone infectée;

Que l'exercice de cette activité représente un risque important de propagation de la peste porcine africaine que la Région wallonne se doit de maîtriser;

Qu'autoriser davantage les exploitations forestières dans la zone infectée serait de nature à accroître le risque de propagation par davantage de dérangement, et donc de dispersion du virus, en dehors de la zone infectée et contiendrait aux mesures et dispositions de gestion adoptées par la Région wallonne pour éradiquer la maladie;

Que ces risques de propagation du milieu forestier vers d'autres milieu ne peuvent être pris à la légère et doivent être strictement limités, encore actuellement;

Considérant par ailleurs également certaines activités économiques de types agricoles, piscicoles et d'intérêts culturels impactées par les mesures adoptées en matière de lutte contre la peste porcine africaine dans la zone infectée;

Qu'au même titre que les activités et exploitations de type forestier, il y a lieu d'apprécier si une reprise de ces activités peut être envisagée sans porter atteinte aux mesures de sécurité et de biosécurité adoptées pour lutter efficacement contre l'épidémie et éviter sa propagation;

Considérant que le virus de la peste porcine africaine est un virus résistant lorsqu'il est associé à de la matière organique (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, pp. 11-13);

Que le virus peut persister sous une forme viable plusieurs semaines dans le sang, les cadavres (même putréfiés) et les ossements d'animaux infectés, ceci dans des gammes de températures dites « ambiantes » (variables selon les saisons et/ou les régions et/ou le niveau d'enfouissement dans le sol le cas échéant);

Que le virus demeure infectieux beaucoup moins longtemps, de l'ordre de quelques jours, dans les excréments (féces, urine) des sangliers malades, d'autant plus qu'ils sont soumis à des aléas climatiques de nature à encore altérer la viabilité du virus;

Que la survie du virus est par ailleurs très limitée dans la salive ainsi que dans l'air, notamment dans les régions humides et/ou ensoleillées;

Que, donc, un gradient décroissant de résistance du virus depuis une carcasse infectée jusqu'à un support inorganique (de type route bitumée ou chemins empierrés) peut être constaté (Avis de l'ANSES Saisine n° 2018-SA-0237 relatif à « la mise à jour des connaissances sur les méthodes et procédés d'inactivation du virus de la peste porcine africaine (PPA) »);

Qu'en conséquence, la durée de survie du virus est beaucoup plus courte sur les routes et les chemins empierrés, du fait de son exposition aux aléas climatiques et au lessivage des matières organiques, qu'elle ne l'est en forêt;

Que cette différence explique que l'appréciation des risques et la mise en balance des intérêts en présence aboutit à un traitement différencié des accès qui ont lieu uniquement sur des routes et des chemins empierrés, qui présentent un risque faible, par rapport aux accès au milieu forestier lui-même, qui présentent un risque élevé;

Considérant que les activités de type agricoles sont essentiellement des activités de culture et d'élevage de bovins;

Que les champs et pâtures pour exercer ces activités sont en milieu ouvert, en dehors du milieu forestier;

Que ce milieu ne constitue pas l'habitat principal des sangliers;

Que le risque de propagation de la peste porcine africaine par les excréments des sangliers malades qui seraient potentiellement présents dans les champs et pâtures, en cas de transit de ceux-ci, est considéré comme faible en raison de la nature même de leur matrice et de leur exposition aux aléas climatiques hors forêt;

Considérant que parmi les cadavres de sangliers retrouvés en forêt, seul un nombre très limité de ceux-ci a été retrouvé à proximité de chemins empierrés, et donc que la probabilité de contact est limitée sur ce type de sol;

Que l'absence des paramètres de propagation que sont le milieu forestier - qui est la zone d'incubation de l'épidémie - et le gradient de résistance au virus démontre que le risque de propagation de la peste porcine africaine pour l'exercice des activités de type agricole est faible pour autant que l'accès au champ ou à la pâture soit possible par des chemins

empierrés;

Que ce risque n'est pas majoré pour un champ ou une pâture qui se situe sur un terrain accessible en forêt par des chemins empierrés;

Que les activités de type agricole ne sont pas de nature à induire un risque de propagation de la peste porcine africaine vers des zones boisées non contaminées, au contraire des activités forestières qui, elles, sont susceptibles d'entraîner un dérangement des sangliers présents dans le milieu forestier contaminé vers d'autres zones non contaminées;

Qu'en effet, les éventuels sangliers présents dans les champs et pâtures seront, au même titre que les activités forestières, dérangés par les activités bruyantes agricoles pour se réfugier vers leur milieu de vie naturel, à savoir le milieu forestier;

Que pour pallier cette éventualité, une déclinaison des mesures de biosécurité appliquées au secteur forestier ont été adoptées par le secteur agricole en concertation avec la Région wallonne;

Que le risque zéro de propagation de la peste porcine africaine par l'exercice de ce type d'activité ne peut être garanti mais qu'il demeure toutefois réduit eu égard à la persistance et à la résistance du virus en ce milieu ainsi qu'aux mesures proportionnées pour éviter la propagation de l'épidémie;

Qu'à cette fin et dans ce contexte spécifique, il est envisageable et opportun de déroger, moyennant le respect de conditions fixées, à l'interdiction générale de circulation en forêt pour permettre la reprise de ces activités;

Considérant que les activités de type piscicole sont, tout comme les activités de type agricole, des activités qui se déroulent en dehors du milieu forestier;

Que si certaines activités économiques de type piscicole se déroulent dans des zones fraîches et humides, elles se réalisent en bordure de plans d'eau aménagés, régulièrement fréquentés, surveillés par l'exploitant, et dérangés par les activités humaines liées à ce type d'activités, et qu'en conséquence, ces endroits ne sont pas de nature à attirer préférentiellement des sangliers potentiellement infectés, lesquels privilégieront le milieu forestier où règne la quiétude pour y mourir;

Qu'il est avéré que la résistance du virus depuis une carcasse infectée est importante par rapport aux excréments;

Que, toutefois, le risque de découverte d'un cadavre de sanglier infecté est faible dans les lieux où ce type d'activité sont exercées par rapport au milieu forestier;

Que l'activité humaine réalisée autour de ces zones piscicoles est de nature à déranger la quiétude du sanglier qui recherchera préférentiellement des zones humides tranquilles localisées dans son domaine vital;

Que l'accès à l'exercice de ce type d'activité ne peut être réalisé que par des routes ou des chemins empierrés;

Que, par ailleurs, la propagation du virus dans l'eau ne constitue pas un paramètre de propagation probant dans la mesure où il est dilué dans une masse d'eau importante;

Que le risque zéro de propagation de la peste porcine africaine pour l'exercice de ce type d'activité ne peut être garanti mais qu'il demeure toutefois réduit eu égard aux obligations qui réglementent l'exercice de ces activités;

Qu'en outre, ces activités sont soumises au respect de conditions identiques à celles des activités de type agricole notamment quant à l'accessibilité;

Que, compte tenu de ces différents paramètres, il est envisageable et opportun de déroger à l'interdiction générale de circulation en forêt pour permettre la réalisation des activités économiques piscicoles;

Considérant qu'un raisonnement similaire peut être poursuivi pour ce qui relève des zones d'intérêts culturels;

Que ce genre d'activités si elles ont lieu en intérieur peuvent être organisées sans contraintes, sous réserve que l'accès aux terrains situés en forêt soit réalisé par des routes ou des chemins empierrés;

Que si ces activités ont lieu en extérieur, elles ne peuvent avoir lieu en milieu forestier;

Que dans la mesure où l'accès à ces activités culturelles est effectué par des routes et/ou des chemins empierrés, le risque de propagation de la maladie est faible;

Qu'il apparaît, dans ces circonstances, envisageable et opportun de déroger pour ces activités à l'interdiction générale de circulation en forêt pour permettre la réalisation des activités d'intérêts culturels moyennant le respect de conditions fixées;

Considérant que la conjugaison des mesures adoptées avec les dispositions et décisions adoptées par la Région wallonne durant l'automne et l'hiver et perpétuées les prochains mois font l'objet d'évaluations régulières sur le terrain, comme en attestent les dernières cartes de prospection datées du 18 décembre 2019 et du 14 janvier 2020;

Qu'il ressort de la littérature scientifique que, pour éviter l'endémie et éradiquer la maladie, il est nécessaire de détruire l'ensemble des sangliers présents dans la zone infectée, jusqu'au dernier;

Que, ainsi qu'il a été exposé, la maladie est toujours active dans le milieu forestier, comme en attestent les opérations de prospection menées et les analyses virologiques effectuées tant sur les animaux abattus que sur les cadavres et ossements des sangliers découverts (derniers cas positifs en date 9 décembre 2019 et 3 janvier 2020);

Qu'à la sortie de la période hivernale, propice à la prospection, la végétation reprendra avec l'arrivée des beaux jours;

Que la période du printemps sera, également, propice aux naissances des jeunes sujets, entraînant avec lui un nouveau risque de pic d'épidémie;

Que compte tenu de l'ensemble de ces éléments, il paraît raisonnable et justifié que les mesures adoptées par le présent arrêté ministériel le soient jusqu'à la mi-mai 2020;

Qu'à cette date, la Région wallonne disposera de nouveaux éléments pour revoir, en concertation avec les experts régionaux, nationaux et européens, les zones d'activités de la maladie et les mesures qui pourraient être, ou non, autorisées;

Considérant que le Service public de Wallonie a procédé et continue à procéder à l'information du public tant à travers des fascicules ou feuillets d'information « La peste porcine africaine, agissons ensemble » que par des campagnes d'informations via tous les médias;

Considérant que les accès ponctuels, limités et encadrés ne devraient avoir qu'un impact marginal sur la quiétude du gibier et sur la dispersion éventuelle des sangliers malades,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Par dérogation aux articles 19 à 23 du décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier, il est interdit à quiconque de circuler en dehors des routes dans les bois et forêts au sens de l'article 2 du Code forestier à l'intérieur des limites de la zone infectée, telles que définies à l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers.

Les éventuelles autorisations d'accès obtenues sur la base des articles précités avant la date de confirmation du cas primaire de peste porcine africaine en Région wallonne, soit le 13 septembre 2018, sont suspendues.

Sont autorisés à déroger à l'interdiction de l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans la limite des seules interventions nécessaires à la gestion de la peste porcine africaine, notamment la détection de nouveaux foyers, la destruction des sangliers et l'élimination des cadavres de sangliers retrouvés morts ou abattus, et à condition qu'ils suivent la formation en biosécurité visée par l'article 1, alinéa 1, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 juin 2019 portant diverses mesures temporaires de lutte contre la peste porcine africaine chez les sangliers, et qu'ils procèdent à la désinfection visée à l'article 11 du présent arrêté, pour éviter la propagation de la maladie: le personnel du Département de la Nature et des Forêts et du Département de l'Etude du Milieu Naturel et Agricole du Service public de Wallonie et toute personne mandatée par ces départements, les titulaires du droit de chasse et leurs gardes assermentés, les propriétaires, le personnel du Réseau de Surveillance sanitaire de la Faune sauvage en Wallonie, le personnel de la protection civile, le personnel des services de police sanitaire, le personnel des polices fédérale et locale, le personnel soit des administrations soit d'entreprises spécialisées qui est chargé d'installer une clôture visant à limiter les déplacements des sangliers dans la zone infectée. Sont également autorisés à déroger à l'interdiction de l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans la limite des seules interventions nécessaires à la gestion de la peste porcine africaine, le personnel des entreprises chargées de la désinfection des véhicules et du matériel utilisés en zone infectée.

Ces personnes et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent, selon le cas, pour les personnes mentionnées à l'alinéa 3, première phrase, les mesures de désinfection et, pour les personnes mentionnées à l'alinéa 3, seconde phrase, toute intervention dans la zone infectée.

**Art. 2.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, des interventions n'ayant pas de lien avec la gestion de la peste porcine africaine et qui nécessitent un accès hors route dans les bois et forêts de la zone infectée sont autorisées aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> l'intervention est effectuée dans l'exercice de leur fonction par les services de secours, par la protection civile, par les forces de police, par les agents et gestionnaires de réseaux d'adduction d'eau ou de réseaux électriques ou de gaz, par les agents d'Infrabel, par les agents des opérateurs de téléphonie mobile et par les agents ou délégués d'infrastructures communautaires ou d'intérêt public;

2<sup>o</sup> sauf urgence vitale, l'intervention est notifiée préalablement par écrit au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts;

3<sup>o</sup> la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte;

4<sup>o</sup> s'il y a accès en dehors des chemins empierrés, les mesures de désinfection du véhicule, des chaussures et de l'équipement utilisés sont mises en œuvre conformément à l'article 11;

5<sup>o</sup> en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;

6<sup>o</sup> les intervenants et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de désinfection.

Si le Département de la Nature et des Forêts constate le non-respect d'une des conditions susvisées, il peut interdire l'accès aux personnes concernées.

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, les personnes dont le domicile ou la résidence secondaire est situé dans les bois et forêts de la zone infectée et qui ne peuvent pas y accéder par une route, peuvent continuer à y circuler hors route aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> la circulation hors route est limitée au seul accès audit domicile ou résidence secondaire;

2<sup>o</sup> l'accès se fait autant que possible par des chemins empierrés;

3<sup>o</sup> l'itinéraire emprunté est communiqué par écrit au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts;

4<sup>o</sup> la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte;

5° s'il y a accès en dehors des chemins empierrés, les mesures de désinfection du véhicule et éventuellement des chaussures sont mises en œuvre conformément à l'article 11;

6° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;

7° les personnes visées par le présent article, et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les 72 heures qui suivent l'accès à leur domicile ou à leur résidence secondaire.

**Art. 4.** Les propriétaires et occupants qui ont un terrain utilisé à des fins agricole ou piscicole enclavé dans les bois et forêts de la zone infectée et qui ne peuvent pas y accéder par une route, mais bien par un chemin empierré et qui souhaitent y accéder, en vue de leur exploitation, sans que leur intervention puisse attendre la fin de la période d'interdiction, introduisent une demande préalable écrite et motivée au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts. Celui-ci peut délivrer une autorisation d'accès impliquant au minimum le respect de conditions suivantes :

1° l'autorisation est limitée au seul accès audit terrain utilisé à des fins agricole ou piscicole enclavé;

2° l'itinéraire emprunté est communiqué par écrit au Chef de cantonnement territorialement compétent du Département de la Nature et des Forêts;

3° l'accès se fait uniquement par des chemins empierrés, et il est strictement interdit de quitter le chemin empierré avant d'avoir atteint le terrain enclavé; sur le terrain enclavé, il n'est permis de quitter le chemin empierré qu'en milieu ouvert, en ce compris les berges du plan d'eau;

4° la quiétude des bois et forêts est respectée de la manière la plus stricte;

5° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;

6° les personnes visées par le présent article, leurs véhicules et engins d'exploitation ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures suivant toute intervention dans le terrain enclavé, utilisé à des fins agricoles ou piscicoles.

Si le Département de la Nature et des Forêts constate le non-respect d'une des conditions susvisées, il peut interdire l'accès aux personnes concernées.

**Art. 5.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, la circulation sur les chemins empierrés est autorisée pour les véhicules utilisés lors des inventaires nocturnes d'abondance destinés à permettre l'évaluation des plans de tir au cerf et organisés par le Département de la Nature et des Forêts.

En cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché et le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti.

Les intervenants et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures suivant toute intervention dans la zone infectée.

**Art. 6.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, la circulation en dehors des routes dans les bois et forêts au sens de l'article 2 du Code forestier, pour l'inventaire et le marquage des peuplements, est autorisée aux conditions suivantes :

1° une notification préalable conforme au modèle de l'annexe 1<sup>re</sup> est envoyée par le propriétaire ou son délégué au Chef de cantonnement territorialement compétent au minimum 48h avant l'accès au peuplement; cette notification couvre une période d'accès au peuplement de maximum 10 jours ouvrables;

2° l'accès avec véhicule jusqu'au peuplement se fait uniquement par les chemins empierrés;

3° à l'issue de chaque intervention, les chaussures et l'équipement des intervenants, sont désinfectés à leurs frais conformément à l'article 11;

4° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché et le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;

5° les intervenants et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de désinfection ou toute intervention dans la zone infectée.

**Art. 7.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, la circulation en dehors des routes dans les bois et forêts au sens de l'article 2 du Code forestier peut être autorisée par le Chef de cantonnement territorialement compétent, pour l'exploitation des peuplements d'épicéas scolytés aux conditions minimales suivantes :

1° l'accès aux peuplements se fait autant que possible par les chemins empierrés;

2° à l'issue de chaque intervention, les chaussures et l'équipement des intervenants, ainsi que les véhicules qui ont quitté les chemins empierrés, sont désinfectés conformément à l'article 11;

3° la désinfection des engins d'exploitation est assurée aux frais de la Wallonie sur base du marché public passé par le SPW avec une firme spécialisée;

4° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché et le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;

5° les intervenants, leurs véhicules et les engins d'exploitation ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de désinfection ou toute intervention dans la zone infectée.



**Art. 8.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, la circulation en dehors des routes dans les bois et forêts au sens de l'article 2 du Code forestier, pour la réalisation de plantations, est autorisée aux conditions minimales suivantes :

1° seule la plantation avec des outils à main de plants forestiers qui ont été achetés ou commandés avant la date à laquelle la propriété concernée a été intégrée dans la zone infectée sur base des arrêtés successifs fixant les limites de celle-ci, ou qui étaient détenus avant cette date, est autorisée;

2° le cas échéant, seule la préparation au moyen d'une débroussailleuse à main, uniquement dans la ligne de plantation sur une largeur d'environ 50 cm, est permise pour la plantation concernée;

3° une notification préalable conforme au modèle de l'annexe 1<sup>re</sup> est envoyée par le propriétaire ou son délégué au Chef de cantonnement territorialement compétent au minimum 48h avant le début de la plantation ou du dégagement manuel susvisé; cette notification couvre une période d'accès au lieu de plantation de maximum 10 jours ouvrables;

4° l'accès au lieu de plantation se fait autant que possible par les chemins empierrés;

5° à l'issue de chaque intervention, les chaussures et l'équipement des intervenants, ainsi que les véhicules utilisés pour le transport des plants et qui ont quitté les chemins empierrés, sont désinfectés à leurs frais conformément à l'article 11;

6° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché et le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;

7° les intervenants et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent les mesures de désinfection ou toute intervention dans la zone infectée.

**Art. 9.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, tous les bois coupés et entreposés dans les bois et forêts, au bord des routes et chemins empierrés, peuvent être enlevés par leur propriétaire et employés de celui-ci sans que les engins utilisés ne quittent la voirie empierrée concernée.

L'intervention fera l'objet d'une notification préalable au Chef de cantonnement territorialement compétent.

En cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché, et le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti.

Les intervenants et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec des porcs domestiques dans les septante-deux heures suivant toute intervention dans la zone infectée.

**Art. 10.** Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, les zones d'intérêt culturel enclavées dans les bois et forêts, telles que des musées, châteaux ou sites patrimoniaux dont les activités principales se déroulent en intérieur, peuvent être rendues accessibles sur autorisation du Chef de cantonnement territorialement compétent aux conditions suivantes :

1° l'accès se fait uniquement par des chemins empierrés qu'il est strictement interdit aux exploitants, personnel, visiteurs et utilisateurs des zones d'intérêt culturel de quitter;

2° dans la zone d'intérêt culturel, les activités extérieures en milieu boisé sont interdites;

3° en cas de découverte d'un cadavre de sanglier, le cadavre ne peut en aucun cas être approché ou touché et le numéro de téléphone 1718 est immédiatement averti;

4° les visiteurs de la zone d'intérêt culturel, l'exploitant, le personnel de celui-ci et leurs véhicules ont l'interdiction de pénétrer dans une exploitation porcine ou d'avoir un contact avec les porcs domestiques dans les septante-deux heures qui suivent leur visite dans les zones en question.

L'exploitant de chaque zone d'intérêt culturel auquel l'accès est autorisé par le Chef de cantonnement a l'obligation de mettre en place une signalétique adaptée pour matérialiser les interdictions du présent arrêté. Il fournit en outre une information sur les risques liés à la peste porcine africaine et aux mesures à mettre en œuvre pour les minimiser à son personnel et aux visiteurs et utilisateurs de ladite zone.

**Art. 11.** Lorsque le présent arrêté impose une désinfection, les mesures minimales suivantes sont d'application :

1° pour le matériel et les véhicules (en ce compris les carpettes intérieures, les roues et bas de caisse) en cas d'accès hors chemins empierrés :

a) toutes les traces de terre sont enlevées, à la brosse si nécessaire;

b) un premier nettoyage est réalisé à l'eau savonneuse;

c) la désinfection en tant que telle est ensuite réalisée avec une pulvérisation d'une solution de produits virucides autorisés selon le Règlement n° 528/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides et prouvés efficaces vis-à-vis du virus responsable de la peste porcine africaine;

d) les bottes et chaussures sont, en plus d'être nettoyées et désinfectées, stockées dans le véhicule, dans un sac plastique ou une boîte prévue à cet effet; elles sont ensuite trempées dans une solution d'hypochlorite de sodium pur (NaClO), en solution aqueuse avec du sel (NaCl) (type eau de Javel) diluée à 10 % une nuit entière;

2° pour les personnes :

a) une douche est prise dès que possible;

b) les vêtements portés sont lavés à température élevée; si la prospection s'étend sur plusieurs jours d'affilée, les prospecteurs peuvent laver les vêtements en fin de période, mais ces vêtements sont utilisés uniquement pour la prospection;

c) en cas de contact avec un sanglier, les vêtements portés sont lavés le jour même à minimum 60°C.

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur le 15 mai 2020.

Namur, le 16 janvier 2020.

C. TELLIER

**Annexe à l'arrêté ministériel du 16 janvier 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine**

<p>NOTIFICATION DE CIRCULATION EN ZONE INFECTEE - PESTE PORCINE AFRICAINE</p> <p>(Articles 6 et 8 de l'arrêté ministériel du 16 janvier 2020)</p>
---

<p>Conformément aux articles 6 et 8 de l'arrêté ministériel du 16 janvier 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine, je soussigné, notifie mon intention de circuler en zone infectée pour le motif suivant :</p>	
NOM :	PRENOM :
SOCIETE :	
ADRESSE :	
TELEPHONE* / Email :	
<p><input type="checkbox"/> Circuler en dehors de la voirie, des chemins et sentiers afin d'effectuer des <u>opérations d'inventaire et de marquage de bois feuillus ou résineux sains</u> ou <u>non</u> dans le périmètre décrit ci-dessous.</p> <p><input type="checkbox"/> Procéder à des <u>plantations</u> dans le périmètre décrit ci-dessous. Je joins à la présente une copie d'une facture d'achat ou d'un bon de commande de plants antérieur à la date à laquelle la propriété concernée a été intégrée dans la zone infectée sur base des arrêtés successifs fixant les limites de celle-ci, ou la preuve que les plants étaient détenus avant cette date.</p>	
<p>Le périmètre concerné par la dérogation est situé :</p> <p><input type="checkbox"/> En forêt publique Propriété/Compartiment/Parcelle :</p> <p><input type="checkbox"/> En forêt privée Parcelle cadastrale/zone délimitée sur la carte ci-jointe (1/10.000°) :</p>	
<p><b>ITINERAIRE EMPRUNTE (voie carrossable la plus directe) :</b></p>	
<p><b>DATES D'ACCES (durant la période de 10 jours à dater de la date de la présente notification)</b></p>	
<p>Je m'engage à respecter les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'accès aux peuplements se fera conformément aux dispositions de l'arrêté afférentes à l'activité ;</li> <li>• Les chaussures et l'équipement des intervenants, et le cas échéant, les véhicules qui auront quitté les chemins empierrés, seront désinfectés conformément aux instructions de l'article 11 de l'arrêté du 16 janvier 2020 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine ;</li> <li>• Aucun de mes intervenants, ni leurs véhicules ni les engins d'exploitation ne pénétreront dans une exploitation porcine et n'auront un contact avec des porcs domestiques dans les 72h qui suivent les mesures de désinfection ;</li> <li>• En cas de découverte d'un cadavre de sanglier, il ne sera ni approché ni touché, et le numéro de téléphone <b>1718</b> sera immédiatement averti.</li> </ul> <p>La présente notification ne me dispense pas du respect de la réglementation en vigueur.</p>	

Fait à ....., le .....

Signature

Namur, le 16 janvier 2020

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité  
et du Bien-être animal,

C. TELLIER

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2020/10229]

**16. JANUAR 2020 — Ministerieller Erlass, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen**

Die Ministerin für Natur und ländliche Angelegenheiten,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 14;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 über das Inkrafttreten und die Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2008 über das Forstgesetzbuch, Artikel 19 Absatz 1 Ziffer 5;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1 und Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3;

Aufgrund der Dringlichkeit, die dadurch gerechtfertigt ist, dass es sich bei der durch die Afrikanische Schweinepest verursachten Gesundheitskrise um eine schwere und sehr schnell voranschreitende Krise handelt, die aufgrund der Lage vor Ort eine sofortige Entscheidungsfindung erfordert;

In der Erwägung, dass zur wirksamen Bekämpfung der Krankheit und um zu verhindern, dass sie in die endemische Phase eintritt, die Wallonische Region zahlreiche Maßnahmen ergriffen hat;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen nicht durch eine unangemessene Mobilität im Wald beeinträchtigt werden dürfen, die die Sicherheit der an der Bekämpfung und Ausrottung der Krankheit beteiligten Personen gefährden oder eine Ausbreitung außerhalb des Seuchengebietes ermöglichen könnte;

In der Erwägung, dass infolgedessen durch Ministerielle Erlasse ein Verkehrsverbot im Wald erlassen wurde, zuletzt durch den Ministeriellen Erlass vom 1. Oktober 2019, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, wobei für eine begrenzte Anzahl von Berechtigten bestimmte Ausnahmen vorgesehen sind;

In der Erwägung, dass parallel zu diesen Maßnahmen viele Entscheidungen von der Wallonischen Region getroffen oder verfolgt wurden, um die Seuche wirksam zu bekämpfen, wie z. B. groß angelegte Vernichtungsaktionen durch Fangaktionen und Nachtschießen, durch die Einrichtung umfangreicher Vorrichtungen zur Vernichtung der Tiere anhand von Schusswaffen, bestehend aus zahlreichen Ansitz- und Köderstellen in der Nähe von Schotterstraßen im Seuchengebiet, durch die Errichtung eines mehr als 300 Kilometer langen Netzes von Schutzzäunen, die intensive Suche und Beseitigung von Wildschweinkadavern und die Umsetzung von Biosicherheitsmaßnahmen;

In der Erwägung, dass diese Entscheidungen von europäischen Experten auf diesem Gebiet für wirksam befunden wurden;

In der Erwägung, dass dies umso aussagekräftiger ist, als seit der Entdeckung des Primärfalles der Afrikanischen Schweinepest in jüngster Zeit festgestellt wurde, dass die Wildschweinbestände und die Entdeckung kontaminierter Kadaver im Seuchengebiet zurückgegangen sind, was zu einer Verringerung der Verbreitung des Virus geführt hat, wie die jüngste Erhebungskarte vom 18. Dezember 2019 zeigt;

In der Erwägung, dass diese Beobachtung insbesondere nach der Intensivierung der organisierten Suche nach Kadavern und der damit einhergehenden verstärkten Mobilisierung von personellen Ressourcen zwischen dem 6. November 2019 und dem 10. Dezember 2019 gemacht wurde, also am Ende der Vegetationsperiode, zu einem Zeitpunkt, an dem die Sichtweite im Unterholz des Waldes sich zu verbessern beginnt;

In der Erwägung, dass während dieses Zeitraums und nach der Veröffentlichung des vorhergehenden Ministeriellen Erlasses vom 1. Oktober 2019, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, die Vernichtungsanstrengungen im Seuchengebiet erheblich intensiviert wurden;

In der Erwägung, dass die Kombination dieser Maßnahmen, zusätzlich zu den bereits bestehenden, dazu geführt hat, dass vor kurzem durch organisierte Suchaktionen neue Wildschweinkadaver im Seuchengebiet (30 483 Hektar Wald, Stand 13. Dezember 2019 - die letzten positiv getesteten Kadaver, deren Tod schätzungsweise drei bis sechs Monate zurückliegt, wurden am 9. Dezember 2019 und am 3. Januar 2020 entdeckt) entdeckt werden konnten, die durch virologische Tests des belgischen Referenzlabors Sciensano als positiv für das Virus der Afrikanischen Schweinepest befunden wurden;

In der Erwägung, dass dieser Suchaufwand angesichts der Größe des Gebiets beträchtlich ist und die Mobilisierung von umfangreichen menschlichen Ressourcen erfordert;

In der Erwägung, dass trotz des Rückgangs der Wildschweinbestände und der Präsenz des Virus im Seuchengebiet die Afrikanische Schweinepest im Seuchengebiet immer noch aktiv und virulent ist;

In der Erwägung, dass außerdem nicht ausgeschlossen werden kann, dass sich eine endemische Situation im Seuchengebiet einstellt und dass eine Ausweitung der Seuche außerhalb des Seuchengebiets befürchtet werden muss;

In der Erwägung, dass die Entdeckung neuer Wildschweinkadaver am 9. Dezember 2019, deren Tod schätzungsweise drei bis sechs Monate zurückliegt und die positiv auf das Afrikanische Schweinepestvirus getestet wurden, die Wallonische Region darüber hinaus gezwungen hat, zum einen Europa eine Änderung der Außengrenzen des Seuchengebiets vorzuschlagen - was seit dem 19. März 2019 nicht mehr geschehen war - und zum anderen die Anpassung der Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest (Erlasse der wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2019 und vom 18. Dezember 2019 zur Änderung des Erlasses vom 6. Juni 2019 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen) vorzunehmen;

In der Erwägung, dass diese neuen Elemente und die kürzlich (am 3. Januar 2020) gemachte Entdeckung neuer positiv auf die Afrikanische Schweinepest getesteten Kadaver, deren Tod schätzungsweise drei bis sechs Monate zurückliegt, eine Anpassung der von der Wallonischen Region getroffenen Entscheidungen und Maßnahmen oder die Verabschiedung neuer Maßnahmen erfordern;

In der Erwägung, dass aus Gründen, die mit der Krankheit und der Größe des betreffenden Gebiets zusammenhängen, diese verschiedenen Parameter fortschreitend sind und nicht vollständig vorhergesehen werden können;

In der Erwägung, dass eine Frist von dreißig Tagen, um das Gutachten der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates einzuholen, folglich dazu führen würde, dass diese Daten möglicherweise nicht mehr aktuell sein würden;

Die beantragte Dringlichkeit ist gegeben;

Aufgrund des am 13. Januar 2020 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 66.882/4 des Staatsrats;

In der Erwägung, dass die Bestätigung eines Primärfalls der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen in einem Teil des wallonischen Gebiets am 13. September 2018 die Wallonische Region gemäß der Richtlinie 2002/60 des Rates vom 27. Juni 2002 zur Festlegung von besonderen Vorschriften für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest sowie zur Änderung der Richtlinie 92/119/EWG hinsichtlich der Teschener Krankheit und der Afrikanischen Schweinepest verpflichtet, mehrere Sofortmaßnahmen und Entscheidungen zur Eindämmung, Verhinderung der Ausbreitung und Ausrottung der Seuche zu treffen, einschließlich der Ausweisung eines Seuchengebiets und der Festlegung geeigneter Maßnahmen, die dort anzuwenden sind, um diese Ziele zu erreichen;

In der Erwägung, dass diese Bestimmungen und Entscheidungen, die darauf abzielen, die Ausbreitung der Seuche auf Schweinehaltungsbetriebe zu verhindern, entsprechend der Entwicklung der Seuchelage angepasst werden können und müssen;

In der Erwägung, dass die geplanten Bestimmungen und Entscheidungen bei ihrer Verabschiedung gemäß den Empfehlungen regionaler, nationaler und europäischer Experten und Wissenschaftler, die auf die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest spezialisiert sind, ausgearbeitet werden;

In der Erwägung, dass bei der Festlegung dieser Bestimmungen die verschiedenen Interessen, einschließlich der spezifischen Interessen, zwar berücksichtigt werden, die Gesamtbewertung der potenziellen Gefahren jeder Tätigkeit im Hinblick auf die Wahrscheinlichkeit der Ausbreitung der Krankheit jedoch je nach Fall zu einer Untersagung oder Zulassung führt unter Bedingungen, die manchmal ähnlich und manchmal unterschiedlich sind;

In der Erwägung, dass das Milieu und der Lebensraum des Wildschweins, die einzige Art der wildlebenden Tierwelt, die durch den ASP-Virus infiziert werden kann (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS und S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, S. 8), hauptsächlich der Wald ist;

In der Erwägung, dass Wildschweine, die die Krankheit entwickelt haben, das Virus auf Hausschweinbestände in den Zuchtbetrieben übertragen können;

In der Erwägung, dass durch die verschiedenen Maßnahmen, die seit der Entdeckung des Primärfalls der Afrikanischen Schweinepest durch Ministerielle Erlasse getroffen wurden, die Wanderungen kranker Tiere, die zumeist in Waldgebieten vorkommen, aus dem infizierten Gebiet in nicht infizierte Gebiete und, schlimmer noch, hin zu den Schweinehaltungsbetrieben, begrenzt und besser noch vermieden werden sollen;

In der Erwägung, dass aus den bestehenden wissenschaftlichen Schriften über die Verbreitung der Afrikanischen Schweinepest hervorgeht, dass diese bei Tieren, die die Krankheit entwickeln können, durch menschliche Tätigkeiten erleichtert wird (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS und S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, S. 7);

In der Erwägung, dass in Anwendung dieser Doktrin davon ausgegangen werden kann, dass die Aufrechterhaltung des Verkehrs im Wald durch die Auswirkungen der Störung kranker Wildtiere einerseits und durch die mechanische Übertragung des Virus (indirekte Übertragung) nach Kontakt mit einem Wildschweinkadaver oder mit biologischen Substanzen von infizierten Wildschweinen andererseits eine ernstzunehmende Gefahr der Ausbreitung des Virus auf nicht infizierte Waldgebiete darstellt und folglich die Gefahr einer Ausbreitung auf Schweinehaltungsbetriebe erhöht;

In der Erwägung, dass in den Waldgebieten die menschliche Tätigkeit, die am ehesten dazu führt, dass potenziell infizierte Tiere aus dem Seuchengebiet in andere nicht kontaminierte Gebiete fliehen, die Forstwirtschaft im Allgemeinen ist und insbesondere die Tätigkeit abseits von Straßen und Wegen (Wissenschaftlicher Ausschuss der FASNK - Schnellgutachten Nr. 09-2019 - Gefahr der Einschleppung der Afrikanischen Schweinepest (ASP) in Schweinehaltungsbetriebe im Zusammenhang mit der Wiederaufnahme der Arbeiten in den Wäldern der Zone II (durch ASP kontaminierte Wildfauna) (Akte SciCom 2019/10), S. 14);

In der Erwägung, dass andererseits eine Störung der Wildschweine in einem offenen Gebiet, insbesondere wenn dieses inmitten eines Waldes eingeschlossen ist, die Rückkehr der eingeschüchterten Tiere in ihren natürlichen Lebensraum, den Wald, begünstigen wird;

In der Erwägung, dass diese auf offenen Gebieten ausgeführten Tätigkeiten daher als weniger kritisch im Hinblick auf die Ausdehnung des Seuchengebiets angesehen werden;

In der Erwägung, dass es daher angebracht ist, die menschlichen Tätigkeiten, die angesichts dieses Verbreitungsrisikos zugelassen oder vorübergehend untersagt werden können, auf der Grundlage wissenschaftlicher Studien zu bewerten;

In der Erwägung, dass eine unangemessene Bekämpfung der Seuche und eine falsche Einschätzung des Risikos ihrer Ausbreitung auf Hausschweine haltende Betriebe katastrophale wirtschaftliche Folgen hätten, die sich verheerend auf das gesamte Gebiet der Wallonischen Region und allgemein auf das Königreich Belgien oder auch auf andere Mitgliedstaaten auswirken würden;

In der Erwägung, dass für den Fall, dass die Eindämmung der Krankheit daher nicht gewährleistet ist und die befürchtete Ausbreitung eintritt, es unwahrscheinlich ist, dass die Krankheit unter Kontrolle gebracht werden kann;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region daher, um die Rolle eines angemessen umsichtigen und gewissenhaften Verwalters des allgemeinen Interesses zu übernehmen, die Sicherheit und Vorsicht fördern muss, indem sie die Epidemie eindämmt und zu diesem Zweck strenge Maßnahmen erlässt;

In der Erwägung, dass die Ergebnisse der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest seit dem von der Wallonischen Region nach der Entdeckung des ersten Primärfalls der Afrikanischen Schweinepest verhängten Verkehrsverbot durch die verschiedenen nacheinander verabschiedeten Erlasse zeigen, dass die Maßnahme wirksam ist: die Ausbreitung der Seuche wurde eingedämmt;

In der Erwägung, dass daher festgestellt wird, dass das Verbot jeglichen Verkehrs im Wald eine verhältnismäßige und wirksame Maßnahme darstellt, die aufrechtzuerhalten ist, um die Ausbreitung der Seuche auf Hausschweine haltende Betriebe zu verhindern und die von der Wallonischen Region zur Ausrottung der Seuche verabschiedeten Maßnahmen und Entscheidungen zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass es hier um den Schutz des allgemeinen Interesses geht;

In der Erwägung, dass das Verbot des Verkehrs im Wald, um die Eindämmung der Seuche zu gewährleisten und ihre Ausbreitung auf nicht infizierte Waldgebiete und Hausschweine haltende Betriebe zu verhindern, angesichts der Entwicklung der Seuche und der vor Ort gesammelten Daten, die aufgrund der aufeinander folgenden Maßnahmen und Entscheidungen der Wallonischen Region gesammelt wurden, dennoch bestimmte Anpassungen erfordert;

In der Erwägung, dass aus offensichtlichen Gründen im Zusammenhang mit der Bekämpfung der Seuche den für diese Bekämpfung zuständigen Personen der Zugang zum Seuchengebiet gestattet werden muss;

In der Erwägung, dass diese Bekämpfung durch verschiedene konsequent und langfristig durchgeführte Maßnahmen, die von der wallonischen Region getroffen wurden, zustande gekommen ist und weitergeführt wird, insbesondere durch groß angelegte Zerstörungsmaßnahmen durch Fangaktionen und Nachtschießen, durch die Einrichtung umfangreicher Vorrichtungen zur Vernichtung der Tiere anhand von Schusswaffen, die zahlreiche Ansitz- und Köderstellen in der Nähe von Schotterstraßen im Seuchengebiet umfassen, durch die Errichtung eines 300 Kilometer langen Schutzzauns, durch die intensive Suche und Beseitigung von Wildschweinkadavern und die Umsetzung von Biosicherheitsmaßnahmen;

In der Erwägung, dass die Kombination aus der Eingrenzung der Seuche und den von der Wallonischen Region getroffenen Bekämpfungsmaßnahmen von den Sachverständigen als wirksam angesehen wird: nicht nur die Ausbreitung der Seuche im Seuchengebiet wurde eingedämmt, sondern auch die jüngsten Zählungen lebender Wildschweine, die im Rahmen der Suchaktion (wie durch die Erhebungskarten vom 18. Dezember 2019 und 14. Januar 2020 belegt wird) vor Ort durchgeführt wurden, und die virologischen Analysen, die das belgische Referenzlabor Sciensano an den Kadavern oder Skeletten der im Rahmen derselben Aktionen getöteten oder tot aufgefundenen Wildschweine durchgeführt hat, zeigen einen Rückgang der Konzentration der infizierten Wildschweine im Seuchengebiet seit der Entdeckung des Primärfalles der Afrikanischen Schweinepest;

In der Erwägung, dass die Ergebnisse und Feststellungen zwar ermutigend sind, die Lage im Seuchengebiet dennoch kritisch bleibt und es weiterhin bis zur vollständigen Ausrottung der Krankheit bleiben wird; Wildschweinkadaver oder Knochen, die positiv auf das Virus getestet wurden, werden weiterhin (zuletzt am 9. Dezember 2019) im Rahmen der laufenden Suchaktionen entdeckt;

In der Erwägung, dass es sich bei den Suchaktionen um einen Wettlauf gegen die Zeit handelt, da bei diesen Aktionen ausichts der Ausdehnung des zu durchsuchenden Gebiets, der schlechten Übersichtlichkeit im Unterholz und der schnellen Verwesung der Kadaver nur einen unbekanntem Bruchteil der Wildschweinkadaver aufgedeckt wird;

In der Erwägung, dass darüber hinaus die Verringerung des Wildschweinbestands, der dem Tod durch Abschuss und der tödlichen Wirkung der Krankheit ausgesetzt ist, die Zahl der potenziellen Wirte für die Krankheit und damit die Zahl der Todesfälle im Zusammenhang mit der Krankheit verhältnismäßig reduziert und damit die Wahrscheinlichkeit ihrer Entdeckung verringert;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission die Seuche zwölf Monate nach der Entdeckung der letzten positiv auf die Afrikanische Schweinepest getesteten Wildschweinkadavers als getilgt betrachtet und im Anschluss an diese Feststellung die Aufrechterhaltung drastischer Bewirtschaftungsmaßnahmen und die Fortsetzung der Suchaktionen verlangt;

In der Erwägung, dass es daher offensichtlich wichtig ist, die Suchaktionen aufrechtzuerhalten, um die Wildschweinkadaver datieren zu können. Zu diesem Zweck wird eine wissenschaftliche Methode angewandt (SAMSUWAN et al., A method for extracting DNA from hard tissues for forensic identification, Biomedical reports, 9 433-438, 2018) und diese zeigt, dass die letzten positiv getesteten Überreste, die am 3. Januar 2020 entdeckt wurden, die eines Wildschweins sind, das bis 6 Monate vor seiner Entdeckung verendet ist, d.h. eines am Virus erkrankten Wildschweins, das im Sommer 2019 verendet ist;

In der Erwägung, dass die Zweckdienlichkeit und die Häufigkeit der Suche und Entsorgung von Wildschweinkadavern weiterhin durch die Tatsache gerechtfertigt ist, dass Wildschweine nachweislich auch ihre Artgenossen fressen; gesunde Wildschweine können dazu veranlasst werden, potenziell infizierte Exemplare ihrer eigenen Art zu fressen (Čukor, J., Linda, R., Václavěk, P., Mahlerová, K., Šatráň, P. und Havránek, F. (2020), Confirmed cannibalism in wild boar and its possible role in African swine fever transmission. Transbound Emerg Dis. 30. Dezember 2019, verfügbar unter: <https://doi.org/10.1111/tbed.13468> (Januar 2020));

In der Erwägung, dass diese Praktiken einen wichtigen Übertragungsweg des ASP-Virus innerhalb der Spezies darstellen;

In der Erwägung, dass das Wildschwein, auch wenn es nicht systematisch ein kannibalisches Verhalten an den Tag legt, dennoch von einem sich zersetzenden Kadaver eines Artgenossen angezogen wird (lecken, schnüffeln);

In der Erwägung, dass die Überlebensrate des Virus in den Kadavern in kalten und nassen Perioden höher und in heißen und trockenen Perioden (Hitzewellen) niedriger ist;

In der Erwägung, dass diese Überlegungen die absolute Notwendigkeit unterstreichen, die Such- und Beseitigungsaktionen aufrechtzuerhalten, um diesen sylvatischen Kreislauf zu durchbrechen;

In der Erwägung, dass diese verschiedenen Parameter noch nicht die Möglichkeit einer endemischen Situation im Seuchengebiet (V. GUBERTI, S. CHOMENKO, M. MASIULIS und S. KERBA, Handbook on ASF in the wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, S. 18-19 und S. 25) und eine Ausdehnung der Epidemie außerhalb des Seuchengebiets ausschließen;

In der Erwägung, dass die Gefahr in dieser Phase darin besteht, dass die Krankheit in den Wochen/Monaten nach dem Rückgang der Wildschweinbestände wieder auftritt;

In der Erwägung, dass dieses Wiederauftreten wahrscheinlich durch mehrere Faktoren bestimmt wird, unter anderem: Wildschweine, die entweder durch zukünftige Geburten im Frühjahr (März 2020) oder durch Einwanderung in das Seuchengebiet gelangen und sich mit dem in den Kadavern von infektiösen Wildschweinen Virus in der Latenzphase durch Fressen des Kadavers oder durch einfachen Kontakt angesteckt haben oder durch eine inopportune Ausbreitung der Krankheit außerhalb des infizierten Gebietes;

In Erwägung der vorstehenden Ausführungen kann daher nicht der Schluss gezogen werden, dass die Krankheit verschwunden ist;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region, um die Situation vollständig unter Kontrolle zu halten und auch weiterhin gute Ergebnisse zu erzielen, der Ansicht ist, dass alle bisher getroffenen Entscheidungen und Bekämpfungsmaßnahmen aufrechterhalten werden müssen;

In der Erwägung, dass eine seuchenfreie Zone durch die Jagd (zu ungewöhnlichen Zeiten, Tagen und an ungewöhnlichen Orten) im Seuchengebiet aufrechterhalten werden, um diese endemische Phase einzudämmen und die Ausrottung der Krankheit zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass nach der wissenschaftlichen Literatur die Kombination von gezieltem Jagddruck und schneller Kadaverbeseitigung während der endemischen Phase die Wahrscheinlichkeit einer Ausrottung des Virus erhöhen könnte (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS und S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, S. 26);

In der Erwägung, dass in den letzten Monaten die Abschussquote im Seuchengebiet gestiegen ist und zu einem erheblichen Rückgang der Wildschweinbestände im Seuchengebiet geführt hat;

In der Erwägung, dass obwohl die Auswirkungen der Vernichtung sofort nach Einführung der Jagdmaßnahmen sichtbar waren, sie im Laufe der Zeit unweigerlich abnehmen;

In der Erwägung, dass die Wildschweinbestände durch die Vernichtung tatsächlich verringert wurden und es nunmehr schwieriger ist, die verbleibenden Tiere in dem Seuchengebiet zu erlegen;

In der Erwägung, dass Beobachtungen vor Ort immer noch auf das Vorhandensein von lebenden und somit potentiell infizierten Wildschweinen hindeuten, wenn auch in geringer Zahl;

In der Erwägung, dass aus offensichtlichen Gründen, die mit der Sicherheit der Menschen und dem Risiko der Störung des Wildes zusammenhängen, die Aufrechterhaltung eines solchen Systems nicht durch Verkehr im Wald, der nicht unerlässlich ist, beeinträchtigt werden darf;

In der Erwägung, dass folglich der Zugang der mit der Bekämpfung der afrikanischen Schweinepest beauftragten Personen zum Seuchengebiet in vollem Umfang gewährleistet sein muss;

In der Erwägung, dass zudem unter bestimmten Sicherheits- und Biosicherheitsvorkehrungen jedoch Lockerungen dieses allgemeinen Verbots des Verkehrs im Wald für eine begrenzte Anzahl von Begünstigten vorgesehen werden können, sei es aus Gründen der öffentlichen Sicherheit oder um den Zugang zu bestimmten Wohnungen und Zweitwohnungen zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen Personen und Tätigkeiten betreffen, die nicht mit der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in Zusammenhang stehen;

In der Erwägung, dass diese Maßnahmen daher streng im Hinblick auf den Grad der möglichen Gefahr einer Ausbreitung der afrikanischen Schweinepest bewertet werden müssen, die sie auf nicht infizierte Waldgebiete und Hausschweine haltende Betriebe übertragen können;

In der Erwägung, dass zahlreiche Tätigkeiten in den Bereichen Forstwirtschaft, Landwirtschaft, Fischzucht und Kultur ebenfalls von dem allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald betroffen sind, das notwendig ist, um die Eingrenzung der Afrikanischen Schweinepest und damit auch deren Ausrottung zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass die Möglichkeit der Gewährung einzelner Ausnahmen für die betreffenden Personen auf der Grundlage wissenschaftlicher Studien und unter Berücksichtigung des durch die durchgeführten Suchaktionen belegten Fortschreitens der Seuche (der letzte entdeckte positiv getestete Kadaver, der vor 3 bis 6 Monaten in einem infizierten Gebiet am 3. Januar 2020 verendet ist), dahingehend bewertet und abgewägt wird, dass diese Tätigkeiten wieder aufgenommen werden können, ohne dass dadurch die von der Wallonischen Region zur Bekämpfung der Ausbreitung des Virus im allgemeinen Interesse verabschiedeten Maßnahmen und Entscheidungen in Frage gestellt würden;

In der Erwägung, dass daher eine Interessenabwägung unter Berücksichtigung des Gefahrengrades durchgeführt werden muss und dass er zur Genehmigung bestimmter Tätigkeiten führt, nicht aber anderer, wenn auch ähnlicher Tätigkeiten, aufgrund der Art der Lebensräume - Waldgebiet oder offenes Gebiet -, in denen sie ausgeübt werden;

In der Erwägung, dass eine Stellungnahme des Wissenschaftlichen Ausschusses der FASNK zum Risiko der Einschleppung der Afrikanischen Schweinepest in Schweinehaltungsbetriebe im Zusammenhang mit der Wiederaufnahme der Tätigkeit in Wäldern der Zone II (durch die ASP kontaminiert) beantragt hat, um festzustellen, ob eine Wiederaufnahme der forstwirtschaftlichen Tätigkeiten und Arbeitsvorgänge angesichts der Seuche und ihrer Entwicklung möglich ist;

In der Erwägung, dass dieses Gutachten (Schnellgutachten Nr. 09/2019 - Risiko der Einschleppung der Afrikanischen Schweinepest (ASP) in Schweinehaltungsbetriebe im Zusammenhang mit der Wiederaufnahme der Arbeiten in Wäldern der Zone II (durch ASP kontaminierte Wildfauna (Akte Scicom 2019/10)) am 4. Juni 2019 durch den Wissenschaftlichen Ausschuss der FASNK abgegeben wurde;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK die Gefahr der indirekten Übertragung über Menschen und Geräte auf nicht kontaminierte Gebiete durch die Wiederaufnahme der forstwirtschaftlichen Tätigkeiten (d.h. Bodenbearbeitung - einschließlich Änderungen, Anpflanzung und Aussaat, Beschneidung von Ästen, Auszeichnung von Bäumen bei der Durchforstung und beim Holzeinschlag) als "mäßig" bewertet, d.h. Stufe 3 in der Skala der Risikobewertung, die 4 umfasst;

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK in dieser Stellungnahme ferner feststellt, dass "die Unternehmen, die die hier bewerteten Arbeiten durchführen, nicht zahlreich sind und daher mit ihren Gerätschaften zu zahlreichen Betriebsplätzen im Land fahren müssen, zu Orten, die das natürliche Biotop der Wildschweine bilden und geografisch voneinander entfernt sind. Aufgrund der invasiven Natur der Waldarbeit besteht in der Zone II eine hohe Wahrscheinlichkeit, mit kontaminierten Stoffen (Kadaver, Ausscheidungen) in Berührung zu gelangen. Darüber hinaus zeigt das ASP-Virus eine hohe Langlebigkeit in biologischen Substanzen und damit in der Umwelt. Aufgrund dieser beiden Faktoren ist das Risiko einer Ausbreitung des Virus erheblich";

In der Erwägung, dass der Wissenschaftliche Ausschuss der FASNK folglich in seiner Stellungnahme schlussfolgert, dass er "derzeit die Wiederaufnahme der Forstarbeit nicht empfiehlt, nicht wegen der Gefahr der Einschleppung des Virus in Schweinehaltungsbetriebe, sondern wegen der Gefahr seiner Ausbreitung auf die Tierwelt";

In der Erwägung, dass diese Überlegung und die ausgesprochene Empfehlung angesichts "der Invasivität der Waldarbeit [und der] hohen Wahrscheinlichkeit, mit kontaminierten Stoffen in Berührung zu kommen" gerechtfertigt sind;

In der Erwägung, dass dieses Gutachten von der FASNK nicht in Frage gestellt worden ist;

In der Erwägung, dass seit dem 3. Juni 2019 die gesamten Wildschweine, die positiv auf die Afrikanische Schweinepest getestet wurden, im Waldökosystem, das sich durch das Vorhandensein zahlreicher feuchter und kühler Gebiete kennzeichnet, und somit dort, wo forstwirtschaftlichen Tätigkeiten und Arbeitsvorgänge durchgeführt werden, aufgefunden wurden;

In der Erwägung, dass Wildschweine, die von der Afrikanischen Schweinepest betroffen sind, aufgrund des sie befallenden Fiebers kühle und feuchte Gebiete suchen, in denen sie sterben können;

In der Erwägung, dass der Holzeinschlag, so begrenzt und einmalig er auch sein mag, zwangsläufig laut und invasiv ist und daher Gefahr läuft, potenziell infizierte Wildschweine zu stören und aus dem Gebiet zu vertreiben, wie von der Agentur ANSES in einer Stellungnahme vom 24. Januar 2019 (Bezugsnummer 2018-SA-0250) zur Bewertung der Auswirkungen forstwirtschaftlicher Tätigkeiten auf die Gefahr der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest auf dem nationalen Hoheitsgebiet erklärt wird;

In der Erwägung, dass wie vorstehend erläutert die Gefahr der Übertragung und Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest in weiteren noch nicht kontaminierten Gebieten, verursacht durch die Ausübung forstwirtschaftlicher Tätigkeiten und Arbeitsvorgänge im Wald, real ist und bleibt;

In der Erwägung, dass der einzige erfolgreiche Fall der Beseitigung der Afrikanischen Schweinepest in Europa der der Tschechischen Republik ist;

In der Erwägung, dass die von diesem Land verfolgte Strategie darin besteht, die Aktivitäten im Wald, mit Ausnahme der Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in dem Seuchengebiet zu verbieten (Petr Satran, From ASF infection in wild boar to eradication and free status recovery in the Czech Republic, GF-TADs, Praha, 11.3.2019);

In der Erwägung, dass dieser Erfolg und die Schlussfolgerungen der Stellungnahme des Wissenschaftlichen Ausschusses der FASNK zeigen, dass forstwirtschaftliche Tätigkeiten und Arbeitsvorgänge so weit wie möglich verboten werden sollten, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest in neuen nicht kontaminierten Zonen zu verhindern;

In der Erwägung, dass der Verkehr in Waldgebieten folglich nur aus zwingenden sanitären Gründen in Betracht gezogen werden kann, wenn sich die Krankheit in der Entwicklungsphase befindet;

In der Erwägung, dass dies weiterhin von europäischen Experten für Afrikanische Schweinepest bestätigt wird (REPORT ASF Expert Mission to Belgium, EUVET Initiative, 7-8 January 2019, by Vittorio GUBERTI - ISPRA, Italy);

In der Erwägung, dass in Situationen, die mit der afrikanischen Schweinepest in Zusammenhang stehen, manche forstwirtschaftliche Arbeiten zwar für das Überleben der Bestände unerlässlich sind, andere jedoch nur auf eine bessere Formgebung und damit eine bessere wirtschaftliche Rentabilität für den Eigentümer abzielen; eine gute Formgebung der Bäume hat nicht Vorrang vor dem Allgemeininteresse, das darin besteht, die Ausbreitung der Schweinepest zu verhindern; was die Auflichtung betrifft, so kann sie nicht akzeptiert werden, da die Entfernung von Gestrüpp die anwesenden Wildschweine dazu zwingt, auszuwandern und das Risiko einer Ausbreitung der Krankheit durch diese Auswanderung nicht als akzeptabel erachtet wird;

In der Erwägung, dass diese Überlegungen und das Risiko im Zusammenhang mit der Ausübung forstwirtschaftlicher Tätigkeiten innerhalb des mit der Afrikanischen Schweinepest infizierten Gebiets jedoch anhand von zwei unterschiedlichen Elementen bewertet und erforderlichenfalls abgemildert werden müssen, nämlich einerseits der Verringerung der Wildschweindichte im Seuchengebiet und andererseits der Gesundheitskrise im Zusammenhang mit der exponentiell voranschreitenden Vermehrung der Population eines Schädlinginsekts (Borkenkäfer oder Ips typographus), der die Nadelbäume und insbesondere die Fichten befallt;

In der Erwägung, dass in jüngster Zeit beobachtet wurde, dass die Wildschweindichte im Seuchengebiet zurückgegangen ist und weniger kontaminierte Kadaver entdeckt wurden, was zu einer Verringerung der Verbreitung des Virus geführt hat, wie die jüngste Erhebungskarte vom 18. Dezember 2019 zeigt;

In der Erwägung, dass diese Feststellung jedoch dadurch relativiert werden muss, dass trotz der von der Wallonischen Region verabschiedeten Maßnahmen und Entscheidungen zur Vernichtung der Wildschweinbestände und der tödlichen Wirkung der Seuche die sporadische Präsenz von lebenden Wildschweinen im gesamten Seuchengebiet im Rahmen von direkten (nächtliche Einsätze und selbstauslösende Kameras) oder indirekten (Spuren) Beobachtungen vor Ort nachgewiesen wird;

In der Erwägung, dass die Lokalisierung positiver Fälle außerdem dadurch erschwert wird, dass es problematisch ist, Kadaver zu entdecken, die manchmal unter einer dichten Pflanzendecke liegen, sowie durch die die große Ausdehnung des Seuchengebiets (30.483 Hektar Wald, Stand 13. Dezember 2019);

In der Erwägung, dass die Suche nach Kadavern intensiviert wurde und zwischen dem 6. November 2019 und dem 10. Dezember 2019, also am Ende der Vegetationsperiode, zu einem Zeitpunkt, an dem die Sichtweite im Unterholz des Waldes sich zu verbessern beginnt, umfangreichere personelle Ressourcen zum Einsatz gelangten;

In der Erwägung, dass diese intensiven Suchaktionen in Verbindung mit weiteren von der Wallonischen Region getroffenen Entscheidungen dazu geführt haben, dass vor kurzem durch organisierte Erhebungen neue Wildschweinkadaver im Seuchengebiet (die letzten positiv getesteten Kadaver wurden am 9. Dezember 2019 und am 3. Januar 2020 entdeckt) entdeckt werden konnten, die durch virologische Tests des belgischen Referenzlabors Sciensano als positiv für das Virus der Afrikanischen Schweinepest befunden wurden;

In der Erwägung, dass trotz des Rückgangs der Wildschweinbestände und der Präsenz des Virus im Seuchengebiet die Afrikanische Schweinepest im Seuchengebiet immer noch aktiv und virulent ist, dass jedoch eine neue Bewertung der zu treffenden Maßnahmen in Bezug auf die forstwirtschaftlichen Tätigkeiten erforderlich ist;

In der Erwägung, dass angesichts dieser scheinbaren Beruhigung der Lage die Interessenabwägung dazu führt, dass bestimmte dringende und minimal invasive forstwirtschaftliche Tätigkeiten, d.h. die Kennzeichnung und Bestandsaufnahme von Laub- und Nadelholzbeständen sowie nicht-mechanisierte Anpflanzungen, in dem Seuchengebiet durchgeführt werden könnten, sofern bestimmte Sicherheits- und Biosicherheitsvorkehrungen zu Lasten der Betreiber eingehalten werden, die identisch sind mit denjenigen, die für das Personal gelten, das die Suche nach Wildschweinkadavern durchführt, und vorbehaltlich der vor Ort durchgeführten Kontrollen zur Überprüfung, ob potenziell infizierte Wildschweinkadaver vorhanden sind oder nicht (die Suchaktionen haben gezeigt, dass der gefundene Wildschweinkadaver mit dem Virus infiziert war, so dass der Fund eines Wildschweinkadavers nicht auf die leichte Schulter genommen werden sollte);

In der Erwägung, dass, was die Anpflanzungstätigkeiten im Besonderen betrifft, nur behutsam durchgeführte Anpflanzungen von Pflanzgut betroffen sind, das vor dem Zeitpunkt der Eingliederung des betreffenden Grundstücks in das Seuchengebiet auf der Grundlage nacheinander verabschiedeter Erlasse zur Festlegung der Grenzen des Seuchengebiets, insbesondere der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 12. Oktober 2018, 11. Januar 2019, 19. Februar 2019 und 19. März 2019, erworben wurde;

In der Erwägung, dass diese Einschränkung gerechtfertigt ist, weil die Anpflanzung dieses erworbenen Pflanzguts dringend notwendig ist, da anderenfalls die Gefahr besteht, dass es abstirbt oder nur sehr schlecht anwächst;

In der Erwägung, dass durch den Erwerb von Pflanzgut nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses, solange die afrikanische Schweinepestkrise noch aktiv ist, keine Dringlichkeit geltend gemacht werden könnte;

In der Erwägung, dass der von der Wallonischen Region gewählte Ansatz grundsätzlich mit dem Ziel der Ausrottung der Seuche in Einklang stehen soll: Wegen des noch aktiven Auftretens der Seuche ist der Verkehr im Wald verboten, wobei von diesem Verbot jedoch abgewichen werden kann, wenn bestimmte Vorsichtsmaßnahmen getroffen werden;

In der Erwägung, dass die eventuelle Vorbereitung des Bodens für die Anpflanzung nur mit dem Freischneider in der Linie, nur auf einer Breite von ca. 50 cm, erfolgen kann;

In der Erwägung, dass die Verwendung mechanischer Maschinen oder Werkzeuge sowohl zur Freilegung der Pflanzlinie als auch zu deren Vorbereitung nicht zugelassen werden kann, da diese Maschinen oder Werkzeuge einerseits die Gefahr in sich bergen, potentiell infizierte Wildschweine zu erschrecken und andererseits potentiell mit dem Virus infizierte Wildschweinkadaver oder -knochen zu zerstören und unabsichtlich zu verbreiten;

In der Erwägung, dass angesichts des Rückgangs der Wildschweinbestände in den Wäldern, sowohl der lebenden als auch der verendeten Exemplare, das Risiko der Ausbreitung der Krankheit bei der Kennzeichnung von Holz und der nicht mechanisierten Anpflanzung von bereits erworbenem Pflanzgut als akzeptabel angesehen wird, sofern die zu erwartende Störung nicht größer ist als die durch die Suchaktionen verursachte;

In der Erwägung, dass diese forstwirtschaftlichen Tätigkeiten jedoch vorher vom Betreiber dem Forstamtleiter zu Kontrollzwecken mitgeteilt werden müssen, wobei diese Mitteilung spezifische Informationen umfasst;

In der Erwägung, dass zeitgleich mit dem Ausbruch der Afrikanischen Schweinepest in der Wallonischen Region die Wälder durch eine zusätzliche Gesundheitskrise heimgesucht werden aufgrund der exponentiell voranschreitenden Vermehrung der Population eines Schädlinginsekts;

In der Erwägung, dass zum Schutz und zur Erhaltung des Waldökosystems Maßnahmen zu treffen sind, um die Verbreitung dieses Insekts so weit wie möglich einzudämmen, um eine weitreichende und anhaltende Destabilisierung der Waldbestände, eine Störung der Bestandsbewirtschaftung und eine Beeinträchtigung der Landschaft zu vermeiden;

In der Erwägung, dass die Erhaltung und der Schutz des Waldökosystems auch von allgemeinem Interesse ist;

In der Erwägung, dass die einzige wirksame Bekämpfung der Verbreitung des Borkenkäfers darin besteht, dass jeder neu befallene Baum, wenn er von dem Schädling befallen ist, schnellstmöglich und auf jeden Fall aber innerhalb von vier Wochen, geräumt wird;

In der Erwägung, dass es zu diesem Zweck und in diesem besonderen Zusammenhang möglich und angemessen ist, vorbehaltlich bestimmter Sicherheits- und Biosicherheitsvorkehrungen, die identisch sind mit denjenigen, die für das Personal gelten, das die Suche nach Wildschweinkadavern durchführt, und vorbehaltlich der vor Ort durchgeführten Kontrollen zur Überprüfung, ob potenziell infizierte Wildschweinkadaver vorhanden sind oder nicht, vom allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald in den Gebieten, die nicht von einer Wiederaufnahme der forstwirtschaftlichen Tätigkeiten betroffen sind, abzuweichen, um die Bewirtschaftung jener Fichtenbestände, die durch den Borkenkäfer befallen sind, zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass es sich hierbei um ein Gleichgewicht handelt zwischen der obligatorischen Fortsetzung der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest und der Notwendigkeit, die Verbreitung von Borkenkäfern zu kontrollieren;

In der Erwägung, dass diese forstwirtschaftliche Tätigkeit allein, sofern sie ein Ziel von allgemeinem Interesse verfolgt und unter Berücksichtigung der Störung, die sie bei den an der Schweinepest erkrankten Wildschweinen durch den Einsatz mechanischer und motorisierter Maschinen verursachen kann, im Seuchengebiet zugelassen werden könnte;

In der Erwägung, dass die Ausübung dieser Tätigkeit ein erhebliches Risiko der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest darstellt, das die Wallonische Region kontrollieren muss;

In der Erwägung, dass eine Genehmigung zusätzlicher forstwirtschaftlichen Tätigkeiten im Seuchengebiet das Risiko einer weiteren Störung und damit der Verbreitung des Virus außerhalb des Seuchengebiets erhöhen und gegen die von der Wallonischen Region zur Ausrottung der Seuche erlassenen Bewirtschaftungsmaßnahmen und -bestimmungen verstoßen würde;

In der Erwägung, dass diese Risiken der Ausbreitung vom Wald auf andere Lebensräume nicht zu unterschätzen sind und noch immer streng begrenzt werden müssen;

In Erwägung bestimmter wirtschaftlicher Tätigkeiten landwirtschaftlicher, fischwirtschaftlicher, kultureller und touristischer Art, die von den Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest im Seuchengebiet betroffen sind;

In der Erwägung, dass wie bei den forstwirtschaftlichen Tätigkeiten und Arbeitsvorgängen geprüft werden muss, ob eine Wiederaufnahme dieser Tätigkeiten in Betracht gezogen werden kann, ohne dass dabei die Sicherheits- und Biosicherheitsmaßnahmen zur wirksamen Bekämpfung der Seuche und zur Verhinderung ihrer Ausbreitung gefährdet werden;

In der Erwägung, dass das Afrikanische Schweinepestvirus ein resistentes Virus ist, wenn es mit organischem Material kombiniert wird (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS und S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, S. 11-13);

In der Erwägung, dass das Virus im Blut, in den Kadavern (auch verwesend) und in den Skeletteilen infizierter Tiere mehrere Wochen lang innerhalb so genannter "Umgebungstemperaturbereiche" in lebensfähiger Form bestehen kann (je nach Jahreszeit und/oder Region und/oder gegebenenfalls dem Grad der Vergrabung im Boden);

In der Erwägung, dass das Virus in den Ausscheidungen (Kot, Urin) von kranken Wildschweinen für einen viel kürzeren Zeitraum, etwa wenige Tage, ansteckend bleibt, zumal diese Tiere klimatischen Einflüssen ausgesetzt sind, die die Lebensfähigkeit des Virus weiter beeinträchtigen können;

In der Erwägung, dass die Überlebensfähigkeit des Virus im Speichel und in der Luft, insbesondere in feuchten und/oder sonnigen Regionen, zudem sehr eingeschränkt ist;

In der Erwägung, dass daher ein abnehmender Gradient der Virusresistenz von einem infizierten Kadaver auf einen anorganischen Träger (wie Asphaltstraße oder Schotterwegen) beobachtet werden kann (ANSES Stellungnahme Nr. 2018-SA-0237 zum Thema "Aktualisierung des Wissens über Methoden und Verfahren zur Inaktivierung des Virus der Afrikanischen Schweinepest (ASP)");

In der Erwägung, dass die Überlebensdauer des Virus auf Straßen und Schotterwegen aufgrund seiner Exposition gegenüber klimatischen Einflüssen und der Auswaschung organischer Stoffe viel kürzer ist als im Wald;

In der Erwägung, dass dieser Unterschied erklärt, warum die Risikobewertung und die Interessensabwägung zu einer differenzierten Behandlung der Zugänge führen, die nur auf Straßen und Schotterwegen erfolgen, die ein geringes Risiko darstellen, im Vergleich zum Zugang zum Wald selbst, der ein hohes Risiko darstellt;

In der Erwägung, dass die landwirtschaftlichen Tätigkeiten im Wesentlichen Tätigkeiten sind, die den Anbau und die Viehzucht betreffen;

In der Erwägung, dass sich die Felder und Weiden für die Durchführung dieser Tätigkeiten in einer offenen Umgebung außerhalb des Waldes befinden;

In der Erwägung, dass diese Umgebung nicht den Hauptlebensraum der Wildschweine darstellt;

In der Erwägung, dass die Gefahr der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest durch die Ausscheidungen von kranken Wildschweinen, die möglicherweise bei ihren Wanderungen auf Feldern und Weiden anzutreffen sind, aufgrund der Beschaffenheit ihrer Matrix und der Tatsache, dass sie klimatischen Einflüssen außerhalb der Wälder ausgesetzt sind, als gering angesehen wird;

In der Erwägung, dass nur eine sehr begrenzte Anzahl der im Wald gefundenen toten Wildschweine in der Nähe von Schotterwegen gefunden wurde und daher die Wahrscheinlichkeit des Kontakts auf dieser Art von Boden begrenzt ist;

In der Erwägung, dass das Fehlen von Ausbreitungsparametern wie dem Wald - dem Inkubationsgebiet der Seuche - und des Gradienten der Resistenz gegen das Virus zeigt, dass die Gefahr der Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest bei der Ausübung landwirtschaftlicher Tätigkeiten gering ist, sofern der Zugang zum Feld oder zur Weide über Schotterwege gewährleistet ist;

In der Erwägung, dass diese Gefahr für ein Feld oder eine Weide, die sich in einem Gebiet befindet, das innerhalb des Waldes über Schotterwege zugänglich ist, nicht erhöht wird;

In der Erwägung, dass landwirtschaftliche Tätigkeiten nicht die Gefahr einer Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest auf nicht verseuchte Waldgebiete mit sich bringen können, im Gegensatz zu den forstwirtschaftlichen Tätigkeiten, die ihrerseits dazu führen können, dass Wildschweine in einem Waldgebiet, in dem die Afrikanische Schweinepest sich ausbreitet, gestört werden und sich in seuchenfreie Gebiete begeben;



In der Erwägung, dass alle Wildschweine, die auf Feldern und Weiden vorkommen, ebenso wie durch forstwirtschaftliche Tätigkeiten durch laute landwirtschaftliche Tätigkeiten gestört werden, und dass sie in ihrer natürlichen Umgebung, nämlich dem Wald, Zuflucht suchen werden;

In der Erwägung, dass der Agrarsektor in Absprache mit der Wallonischen Region eine Variante der auf den Forstsektor angewandten Biosicherheitsmaßnahmen beschlossen hat, um diese Möglichkeit auszugleichen;

In der Erwägung, dass das Nullrisiko einer Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest durch diese Art von Tätigkeiten nicht garantiert werden kann, dass es aber angesichts der Persistenz und Resistenz des Virus in diesem Umfeld und der angemessenen Maßnahmen zur Verhinderung der Ausbreitung der Epidemie weiterhin reduziert bleibt;

In der Erwägung, dass es zu diesem Zweck und in diesem besonderen Zusammenhang möglich und angemessen ist, unter Einhaltung bestimmter Bedingungen vom allgemeinen Verbot des Verkehrs in dem Wald abzuweichen, um die Wiederaufnahme dieser Tätigkeiten zu ermöglichen;

In Anbetracht der Tatsache, dass Aktivitäten wie die Fischzucht ebenso wie Aktivitäten im Bereich der Landwirtschaft Aktivitäten sind, die außerhalb des Waldes stattfinden;

In der Erwägung, dass, wenn bestimmte wirtschaftliche Tätigkeiten im Bereich der Fischzucht in frischen und feuchten Gebieten stattfinden, diese am Rande von künstlich angelegten Gewässern durchgeführt werden, die regelmäßig aufgesucht, vom Betreiber überwacht und durch menschliche Aktivitäten gestört werden; dass diese Gebiete daher nicht geeignet sind, potenziell infizierte Wildschweine anzulocken, die Waldgebiete, in denen Ruhe herrscht, bevorzugen, um dort zu sterben;

In der Erwägung, dass erwiesen ist, dass die Resistenz des Virus aus einem infizierten Kadaver im Vergleich zu Exkrementen bedeutend ist;

In der Erwägung, dass die Gefahr, einen infizierten Wildschweinkadaver zu finden, an Orten, an denen diese Art von Aktivität ausgeübt wird, jedoch im Vergleich zum Wald gering ist;

In der Erwägung, dass die menschliche Aktivität in der Umgebung dieser Fischzuchtgebiete Gefahr läuft, die Ruhe der Wildschweine zu stören, die vorzugsweise ruhige Feuchtgebiete in ihrem Heimatrevier suchen werden;

In der Erwägung, dass der Zugang zur Ausübung dieser Art von Tätigkeit nur über Straßen oder Schotterwege erfolgen kann;

In der Erwägung, dass im Übrigen die Ausbreitung des Virus im Wasser keinen plausiblen Ausbreitungsparameter darstellt, da es in einem großen Wasserkörper verdünnt wird;

In der Erwägung, dass das Nullrisiko einer Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest bei der Ausübung dieser Art von Tätigkeiten nicht garantiert werden kann, jedoch angesichts der Auflagen, die in Bezug auf die Ausübung dieser Tätigkeiten gelten, begrenzt bleibt;

In der Erwägung, dass diese Tätigkeiten darüber hinaus der Einhaltung der gleichen Bedingungen unterliegen wie die landwirtschaftlichen Tätigkeiten, insbesondere in Bezug auf die Zugänglichkeit;

In der Erwägung, dass es unter Berücksichtigung dieser verschiedenen Parameter möglich und angemessen ist, vom allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald abzuweichen, um die Durchführung der wirtschaftlichen Tätigkeiten im Bereich der Fischzucht zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass eine ähnliche Argumentation in Bezug auf Bereiche von kulturellem Interesse verfolgt werden kann;

In der Erwägung, dass diese Art von Aktivitäten, wenn sie in Innenräumen stattfinden, ohne Einschränkungen organisiert werden können, vorausgesetzt, dass der Zugang zu im Wald gelegenen Grundstücken über Straßen oder Schotterwege erfolgt;

In der Erwägung, dass diese Aktivitäten, wenn sie im Freien stattfinden, nicht in einem Waldgebiet stattfinden dürfen;

In der Erwägung, dass die Gefahr einer Ausbreitung der Seuche gering ist, da der Zugang zu diesen kulturellen Aktivitäten über Straßen und/oder Schotterwege erfolgt;

In der Erwägung, dass es unter diesen Umständen möglich und angemessen scheint, vom allgemeinen Verbot des Verkehrs im Wald abzuweichen, um die Durchführung von Tätigkeiten von kulturellem Interesse unter Einhaltung bestimmter Bedingungen zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass die Kombination der getroffenen Maßnahmen mit den von der Wallonischen Region im Herbst und Winter verabschiedeten und in den folgenden Monaten fortgeführten Maßnahmen und Entscheidungen Gegenstand regelmäßiger Beurteilungen vor Ort sind, wie aus den letzten Erhebungskarten vom 18. Dezember 2019 und 14. Januar 2020 hervorgeht;

In der Erwägung, dass aus der wissenschaftlichen Literatur hervorgeht, dass es zur Vermeidung eines endemischen Stadiums der Krankheit und zu deren Ausrottung notwendig ist, alle im Seuchengebiet vorkommenden Wildschweine bis auf das letzte zu vernichten;

In der Erwägung, dass die Seuche wie bereits erläutert wurde noch immer in den Waldgebieten aktiv ist, wie die durchgeführten Suchaktionen und die virologischen Analysen sowohl der erlegten Tiere als auch der Kadaver und Knochen der entdeckten Wildschweine zeigen (letzte positive Fälle am 9. Dezember 2019 und 3. Januar 2020);

In der Erwägung, dass am Ende der für die Suche günstigen Winterperiode die Vegetationsdichte mit dem Eintreten von gutem Wetter wieder zunehmen wird;

In der Erwägung, dass das Frühjahr auch für die Geburten von Jungtieren günstig sein wird, wodurch eine neue Gefahr eines Höhepunktes der Seuche entsteht;

In der Erwägung, dass es angesichts der gesamten vorerwähnten Elemente angemessen und gerechtfertigt erscheint, dass die in dem vorliegenden Ministeriellen Erlass beschlossenen Maßnahmen bis Mitte Mai 2020 zu ergreifen sind;

In der Erwägung, dass die Wallonische Region zu diesem Zeitpunkt über neue Informationen verfügen wird, um in Absprache mit regionalen, nationalen und europäischen Experten die Zonen der Seuchenaktivität und die Maßnahmen, die zugelassen oder untersagt werden könnten, einer Überprüfung zu unterziehen;

In der Erwägung, dass der Öffentliche Dienst der Wallonie die Öffentlichkeit sowohl durch Broschüren oder Informationsblätter "Afrikanische Schweinepest, wir handeln gemeinsam" als auch durch eine Informationskampagne in allen Medien informiert hat und weiterhin informiert;

In der Erwägung, dass der sporadische, begrenzte und überwachte Zugang voraussichtlich nur marginale Auswirkungen auf die Ruhe des Wildes und auf die mögliche Verbreitung der kranken Wildschweine haben sollte,  
Beschließt:

**Artikel 1** - In Abweichung der Artikel 19 bis 23 des Dekrets vom 15. Juli 2018 über das Forstgesetzbuch ist es jedem untersagt, sich außerhalb der Straßen im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches in den Wäldern und Forsten zu bewegen, die sich innerhalb der Außengrenzen des Seuchengebiets befinden, die in dem Anhang des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2019 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen festgelegt wurden.

Alle Zugangsgenehmigungen, die gegebenenfalls auf der Grundlage der oben genannten Artikel vor dem Datum der Bestätigung des Primärfalls der Afrikanischen Schweinepest in der Wallonischen Region, also vor dem 13. September 2018 erteilt wurden, werden ausgesetzt.

Folgenden Personen kann ausschließlich im Rahmen der für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest erforderlichen Maßnahmen, insbesondere zur Feststellung weiterer Seuchenherde, Vernichtung der Wildschweine und Beseitigung der verendet aufgefundenen oder erlegten Wildschweine, erlaubt werden, von dem Verbot in Absatz 1 abzuweichen, unter der Bedingung, dass sie die Biosicherheitsausbildung gemäß Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Juni 2019 zur Festlegung verschiedener vorübergehender Maßnahmen zur Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest bei Wildschweinen abgelegt haben, und dass sie die in Artikel 11 des vorliegenden Erlasses erwähnte Desinfektion durchführen, um die Ausbreitung der Krankheit zu verhindern: die Personalmitglieder der Abteilung Natur und Forstwesen und der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs des Öffentlichen Dienstes der Wallonie und jede von diesen Abteilungen bevollmächtigte Person, die Inhaber eines Jagdrechts und ihre vereidigten Jagdhüter, die Eigentümer, die Personalmitglieder des Netzwerks der Gesundheitsüberwachung der wildlebenden Tiere in der Wallonie "Réseau de Surveillance sanitaire de la Faune sauvage en Wallonie", die Personalmitglieder des Zivilschutzes, die Personalmitglieder der für Tierseuchen zuständigen Dienststellen und die Personalmitglieder der lokalen und föderalen Polizei, die Personalmitglieder entweder der Verwaltungen oder der spezialisierten Unternehmen, die für die Errichtung eines Zauns zur Begrenzung der Wanderungen von Wildschweinen im Seuchengebiet verantwortlich sind. Dem Personal der Unternehmen, das für die Desinfektion der im Seuchengebiet verwendeten Fahrzeuge und Geräte zuständig ist, wird ebenfalls ausschließlich im Rahmen der für die Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest erforderlichen Maßnahmen erlaubt, von dem Verbot in Absatz 1 abzuweichen.

Diesen Personen und ihren Fahrzeugen ist es während 72 Stunden untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen, nachdem - je nach Fall - für die in Absatz 3 Satz 1 genannten Personen Desinfektionsmaßnahmen und für die in Absatz 3 Satz 2 genannten Personen jegliche Intervention im Seuchengebiet erfolgt ist.

**Art. 2** - In Abweichung von Artikel 1 werden Interventionen, die nicht mit der Bekämpfung der Afrikanischen Schweinepest in Zusammenhang stehen und den Zugang zu den Wäldern und Forsten des Seuchengebiets abseits der Straße erfordern, unter den folgenden Bedingungen genehmigt:

1° Die Intervention wird in Ausübung ihrer Aufgaben von den Rettungsdiensten, dem Zivilschutz, den Polizeikräften, den Personalmitgliedern und Betreibern der Wasserversorgungsnetze oder der Strom- oder Gasnetze, den Mitarbeitern von Infrabel, den Mitarbeitern der Mobilfunkbetreiber und den Personalmitgliedern oder Bevollmächtigten der gemeinschaftlichen Infrastrukturen oder der Infrastrukturen öffentlichen Interesses durchgeführt;

2° Sofern es sich nicht um eine lebensbedrohliche Notlage handelt, ist die Intervention vorab schriftlich dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen mitzuteilen;

3° Die Ruhe der Wälder und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;

4° Bei Zugängen außerhalb der Schotterwege sind Desinfektionsmaßnahmen für das Fahrzeug, die Schuhe und die Ausrüstung, die verwendet wurden, gemäß Artikel 11 durchzuführen;

5° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Die Telefonnummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

6° Innerhalb von 72 Stunden nach den Desinfektionsmaßnahmen ist es den Intervenierenden und ihren Fahrzeugen untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen.

Stellt die Abteilung Natur und Forstwesen fest, dass eine der oben genannten Bedingungen nicht erfüllt ist, kann sie den betroffenen Personen den Zugang untersagen.

**Art. 3** - In Abweichung von Artikel 1 wird Personen, deren Wohnsitz oder Zweitwohnsitz sich in den Wäldern und Forsten innerhalb des Seuchengebiets befindet, und nicht über die Straße erreichbar ist, weiterhin erlaubt, unter folgenden Bedingungen dort abseits der Straße zu fahren:

1° Der Verkehr abseits der Straße ist auf den alleinigen Zugang zu diesem Wohnsitz oder Zweitwohnsitz beschränkt;

2° Der Zugang erfolgt so weit wie möglich über Schotterwege;

3° Die gewählte Strecke ist dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen schriftlich mitzuteilen;

4° Die Ruhe der Wälder und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;

5° Bei Zugängen außerhalb der Schotterwege sind Desinfektionsmaßnahmen für das Fahrzeug, und gegebenenfalls für die Schuhe gemäß Artikel 11 durchzuführen;

6° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Die Telefonnummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

7° Personen, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Artikels fallen, und ihren Fahrzeugen ist der Zugang zu einem Schweinehaltungsbetrieb oder jeglicher Kontakt mit Hausschweinen innerhalb von 72 Stunden nach sie sich in ihren Wohnsitz oder Zweitwohnsitz begeben haben, untersagt.

**Art. 4** - Die Eigentümer und Benutzer, die ein in den Wäldern und Forsten des Seuchengebiets eingeschlossenes und für die Landwirtschaft oder die Fischzucht genutztes Grundstück besitzen, das sie nicht über die Straße, wohl aber über einen Schotterweg erreichen können, und zu dem sie gelangen möchten, um es zu bewirtschaften, ohne das es ihnen möglich ist, bis zum Ende des Zugangsverbots mit diesem Vorhaben zu warten, müssen vorab einen schriftlichen und begründeten Antrag an den örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen richten. Dieser kann eine Zugangserlaubnis erteilen, die zumindest die Beachtung der folgenden Bedingungen voraussetzt:

1° Die Erlaubnis ist auf den alleinigen Zugang zu diesem eingeschlossenen und für die Landwirtschaft oder die Fischzucht genutzten Grundstück beschränkt;

2° Die gewählte Strecke ist dem örtlich zuständigen Forstamtleiter der Abteilung Natur und Forstwesen schriftlich mitzuteilen;

3° Der Zugang erfolgt nur über Schotterwege, und es ist strengstens verboten, diese zu verlassen, bevor das im Waldgebiet eingeschlossene Grundstück erreicht wird; auf dem eingeschlossenen Grundstück darf der Schotterweg nur in einer offenen Umgebung verlassen werden, einschließlich der Ufer des Gewässers;

4° Die Ruhe der Wälder und Forsten wird auf strengste Weise respektiert;

5° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Die Telefonnummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

6° Personen, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Artikels fallen, und ihren Fahrzeugen und Maschinen ist der Zugang zu einem Schweinehaltungsbetrieb oder jeglicher Kontakt mit Hausschweinen innerhalb eines Zeitraums von 72 Stunden nach jeder Tätigkeit auf dem eingeschlossenen Grundstück, das landwirtschaftlich oder fischwirtschaftlich genutzt wird, untersagt.

Stellt die Abteilung Natur und Forstwesen fest, dass eine der oben genannten Bedingungen nicht erfüllt ist, kann sie den betroffenen Personen den Zugang untersagen.

**Art. 5** - In Abweichung von Artikel 1 wird der Verkehr auf Schotterwegen für jene Fahrzeuge zugelassen, die während der nächtlichen Bestandsaufnahmen zur Bestimmung der Abschusspläne für die Hirschjagd verwendet werden, die von der Abteilung Natur und Forstwesen organisiert werden.

Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Die Telefonnummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren.

Diesen Personen und ihren Fahrzeugen ist es untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach jeder Intervention in dem im Seuchengebiet einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben.

**Art. 6** - In Abweichung von Artikel 1 kann der Verkehr in den Wäldern und Forsten außerhalb der Straßen im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches zur Durchführung einer Bestandsaufnahme und zur Kennzeichnung der Bestände unter folgenden Bedingungen erlaubt werden:

1° eine vorherige Mitteilung nach dem Muster in Anhang 1 ist vom Eigentümer oder seinem Beauftragten mindestens 48 Stunden vor dem Zugang zum Bestand an den örtlich zuständigen Forstamtleiter zu richten; diese Mitteilung betrifft einen Zeitraum von höchstens 10 Arbeitstagen für den Zugang zum Bestand;

2° Der Zugang mit dem Fahrzeug erfolgt ausschließlich über Schotterwege;

3° Die Schuhe und die Ausrüstung der Intervenierenden sind nach jeder Tätigkeit auf ihre Kosten und gemäß Artikel 11 zu desinfizieren;

4° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Die Telefonnummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

5° Innerhalb von 72 Stunden nach den Desinfektionsmaßnahmen oder nach jeglicher Tätigkeit im Seuchengebiet ist es den Intervenierenden und ihren Fahrzeugen untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen.

**Art. 7** - In Abweichung von Artikel 1 kann der Verkehr in den Wäldern und Forsten außerhalb der Straßen im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches durch den territorial zuständigen Forstamtleiter erlaubt werden, um die Verarbeitung von durch den Borkenkäfer befallenen Fichtenbeständen zu ermöglichen, wobei die folgenden Mindestbedingungen zu beachten sind:

1° Der Zugang zu den Beständen erfolgt so weit wie möglich über Schotterwege;

2° Die Schuhe und die Ausrüstung der Intervenierenden sowie die Fahrzeuge, die abseits von den Schotterwegen bewegt wurden, sind nach jeder Tätigkeit gemäß Artikel 11 zu desinfizieren;

3° Die Desinfektion der Maschinen erfolgt auf Kosten der Wallonie auf der Grundlage des von dem ÖDW mit einem spezialisierten Unternehmen abgeschlossenen öffentlichen Auftrags;

4° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Die Telefonnummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

5° Innerhalb von 72 Stunden nach den Desinfektionsmaßnahmen oder nach jeglicher Tätigkeit im Seuchengebiet ist es den Intervenierenden, ihren Fahrzeugen und Maschinen untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen.

**Art. 8** - In Abweichung von Artikel 1 kann der Verkehr in den Wäldern und Forsten außerhalb der Straßen im Sinne von Artikel 2 des Forstgesetzbuches zur Durchführung von Anpflanzungen unter folgenden Mindestbedingungen erlaubt werden:

1° Nur die Anpflanzung von forstlichem Pflanzgut, das vor dem Zeitpunkt der Eingliederung des betreffenden Grundstücks in das Seuchengebiet auf der Grundlage nacheinander verabschiedeter Erlasse zur Festlegung der Grenzen des Seuchengebiets erworben oder bestellt wurde, mit Handwerkzeugen ist erlaubt;

2° Gegebenenfalls ist für die betreffende Anpflanzung die Vorbereitung des Bodens nur mit dem Freischneider und nur in der Pflanzlinie auf einer Breite von ca. 50 cm zulässig;

3° Eine vorherige Mitteilung nach dem Muster in Anhang 1 ist vom Eigentümer oder seinem Beauftragten mindestens 48 Stunden vor dem Beginn der Anpflanzungsarbeiten oder der vorerwähnten manuellen Rodung an den örtlich zuständigen Forstamtleiter zu richten; diese Mitteilung betrifft einen Zeitraum von höchstens 10 Arbeitstagen für den Zugang zum Ort der Anpflanzung;

4° Der Zugang zum Ort der Anpflanzung erfolgt so weit wie möglich über Schotterwege;

5° Die Schuhe und die Ausrüstung der Intervenierenden sowie die Fahrzeuge, die für den Transport des Pflanzguts verwendet werden und die abseits von den Schotterwegen bewegt wurden, sind nach jeder Tätigkeit auf Kosten der Intervenierenden gemäß Artikel 11 zu desinfizieren;

6° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Die Telefonnummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

7° Innerhalb von 72 Stunden nach den Desinfektionsmaßnahmen oder nach jeglicher Tätigkeit im Seuchengebiet ist es den Intervenierenden und ihren Fahrzeugen untersagt, einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder mit Hausschweinen in Kontakt zu kommen.

**Art. 9** - In Abweichung von Artikel 1 kann sämtliches Holz, das in Holz und Wäldern entlang von Straßen und Schotterwegen gefällt und gelagert wird, von seinem Eigentümer und seinen Mitarbeitern entfernt werden, wobei die verwendeten Maschinen die betreffende Schotterstraße nicht verlassen dürfen.

Die Intervention muss dem örtlich zuständigen Forstamtleiter vorher mitgeteilt werden.

Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Die Telefonnummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren.

Diesen Personen und ihren Fahrzeugen ist es untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach jeder Intervention in dem im Seuchengebiet einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben.

**Art. 10** - In Abweichung von Artikel 1 können Bereiche von kultureller Bedeutung, die in Wäldern und Forsten eingeschlossen sind, wie zum Beispiel Museen, Schlösser und Burgen oder Kulturstätten, deren Hauptaktivitäten im Gebäudeinnern stattfinden, mit Genehmigung des örtlich zuständigen Forstamtleiters unter den folgenden Bedingungen zugänglich gemacht werden:

1° Der Zugang erfolgt ausschließlich über Schotterwege, deren Verlassen für Betreiber, Mitarbeiter, Besucher und Nutzer von Bereichen von kulturellem Interesse strengstens verboten ist;

2° In den Bereichen von kultureller Bedeutung sind Außenaktivitäten in Waldgebieten verboten;

3° Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver unter keinen Umständen genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Die Telefonnummer 1718 ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren;

4° Den Besuchern von Bereichen von kultureller Bedeutung und dem Personal dieser Bereiche sowie ihren Fahrzeugen ist es untersagt, innerhalb von 72 Stunden nach dem Aufenthalt in den besagten Bereichen einen Schweinehaltungsbetrieb zu betreten oder Kontakt mit Hausschweinen zu haben.

Der Betreiber jedes Bereichs von kulturellem Interesse, zu dem der Forstamtleiter Zutritt gewährt, muss eine angemessene Beschilderung anbringen, um die Verbote des vorliegenden Erlasses sichtbar zu machen. Zudem informiert er sein Personal, die Besucher und die Nutzer der genannten Bereiche über die mit der Afrikanischen Schweinepest verbundenen Risiken und die zu treffenden Maßnahmen zur Minimierung dieser Risiken.

**Art. 11** - Wenn aufgrund des vorliegenden Erlasses eine Desinfektion erforderlich ist, gelten folgende Mindestmaßnahmen:

1° Für Geräte und Fahrzeuge (einschließlich den Innenteppichen, Rädern und Seitenschwellern) bei einer Zufahrt abseits von Schotterstraßen:

a) alle Spuren von Erde werden beseitigt, erforderlichenfalls mit einer Bürste;

b) eine erste Reinigung mit Seifenwasser wird durchgeführt;

c) die Desinfektion als solche erfolgt dann durch Besprühen mit einer Lösung von Viruzidprodukten, die gemäß der Verordnung (EG) Nr. 528/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Mai 2012 über die Bereitstellung auf dem Markt und die Verwendung von Biozidprodukten zugelassen sind, und die sich als wirksam gegen das die Afrikanische Schweinepest verursachende Virus erwiesen haben;

d) Stiefel und Schuhe werden nicht nur gereinigt und desinfiziert, sondern auch im Fahrzeug in einem dafür vorgesehenen Kunststoffbeutel oder -behälter aufbewahrt; anschließend werden sie in einer Lösung aus reinem Natriumhypochlorit (NaClO) in einer wässrigen Lösung mit Salz (NaCl) (Typ Bleichmittel), die um 10% verdünnt wird, über Nacht eingeweicht;

2° für die Personen:

a) eine Dusche ist so schnell wie möglich zu nehmen;

b) die getragene Kleidung wird bei hoher Temperatur gewaschen; wenn sich die Suche über mehrere Tage hintereinander erstreckt, können die Beteiligten die Kleidung am Ende dieses Zeitraums waschen, aber diese Kleidung wird nur für die Suche verwendet;

c) bei Kontakt mit einem Wildschwein wird die getragene Kleidung noch am selben Tag bei mindestens 60°C gewaschen.

**Art. 12** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft. Er tritt am 15. Mai 2020 außer Kraft.

Namur, den 16. Januar 2020

C. TELLIER

**Anhang zu dem Ministeriellen Erlass vom 16. Januar 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen**

**NOTIFICATION DE CIRCULATION EN ZONE INFECTEE - PESTE PORCINE AFRICAINE**

(Articles 6 et 8 de l'arrêté ministériel du 16 janvier 2020)

Gemäß den Artikeln 6 und 8 des Ministeriellen Erlass vom 16. Januar 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, teile ich, der Unterzeichnete, meine Absicht mit, mich aus folgendem Grund in das infizierte Gebiet zu begeben:

NAME: \_\_\_\_\_ VORNAME: \_\_\_\_\_

GESELLSCHAFT: \_\_\_\_\_

ANSCHRIFT: \_\_\_\_\_

TELEFON\* / E-mail: \_\_\_\_\_

TELEFON\* / E-mail: \_\_\_\_\_

- Verlassen der Straßen, Wege und Pfade, um eine Bestandsaufnahme und Kennzeichnung gesunder und nicht gesunder Laub- und Nadelhölzer innerhalb des unten beschriebenen Umkreises durchzuführen.
- Durchführung von Anpflanzungen innerhalb des unten beschriebenen Umkreises. Ich füge eine Kopie einer Kaufrechnung oder eines Bestellscheins für Pflanzgut bei, das vor dem Datum der Eingliederung des betreffenden Grundstücks in das Seuchengebiet auf der Grundlage nacheinander verabschiedeter Erlasse zur Festlegung der Grenzen dieses Gebiets, gekauft oder bestellt wurde, oder den Nachweis, dass ich dieses Pflanzgut vor diesem Datum besessen habe.

Der von der Ausnahmeregelung betroffene Umkreis liegt:

- In einem öffentlichen Wald Besitz/Abschnitt/Parzelle:  
 In privatem Wald Katasterparzelle/Gebiet abgegrenzt auf der beigefügten Karte (1/10.000):

**STRECKE (direkteste befahrbare Verbindung):**

**ZUGANGSZEITEN (während des Zeitraums von 10 Tagen ab dem Datum dieser Mitteilung)**

Ich verpflichte mich, die folgenden Bedingungen zu beachten:

- Der Zugang zu den Beständen erfolgt gemäß den Bestimmungen des Erlasses über die Tätigkeit;
- Das Schuhwerk und die Ausrüstung der Intervenierenden und gegebenenfalls die Fahrzeuge, die die Schotterwege verlassen haben, werden gemäß den Vorschriften von Artikel 11 des Ministeriellen Erlasses vom 16. Januar 2020, durch den der Verkehr im Wald vorübergehend untersagt wird, um die Ausbreitung der Afrikanischen Schweinepest zu begrenzen, desinfiziert;
- Weder meine Intervenierenden, noch ihre Fahrzeuge oder Maschinen werden innerhalb von 72 Stunden nach den Desinfektionsmaßnahmen einen Schweinehaltungsbetrieb betreten und mit Hausschweinen in Kontakt kommen;
- Beim Auffinden eines toten Wildschweins darf sich dem Kadaver weder genähert werden, noch darf dieser berührt werden. Die Telefonnummer **1718** ist in diesem Fall unverzüglich zu kontaktieren.

Diese Mitteilung entbindet mich nicht von der Einhaltung der geltenden Vorschriften.

Ausgefertigt in: \_\_\_\_\_, am \_\_\_\_\_

Unterschrift

Namur, den 16. Januar 2020

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz,

C. TELLIER

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/10229]

**16 JANUARI 2020. — Ministerieel besluit houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken**

De Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden,

Gelet op het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 betreffende de inwerkingtreding en de uitvoering van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek, artikel 19, lid 1, 5°;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, en 84, § 1, lid 1, 3°;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is door het feit dat de sanitaire crisis die de Afrikaanse varkenspest is, een ernstige, zeer snel evoluerende crisis is, die vereist dat beslissingen onmiddellijk dienen te worden genomen rekening houdend met de situatie op het terrein;

Overwegende dat er, om de ziekte doeltreffend te bestrijden en te voorkomen dat ze in een endemische fase treedt, talrijke maatregelen door het Waals Gewest zijn aangenomen;

Overwegende dat deze maatregelen niet samen kunnen gaan met onaangepast verkeer in de bossen daar dit zowel een veiligheidsrisico inhoudt voor leden van teams die ingezet worden om de ziekte te bestrijden en de uitroeiing ervan te beogen, of daartoe bijdragen, als een verspreidingsrisico buiten het geïnfecteerd gebied;

Overwegende dat er bijgevolg, bij ministerieel besluit, een verbod op verkeer in de bossen is genomen en dat het laatste besluit het ministerieel besluit van 1 oktober 2019 is, houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken, waarbij evenwel bepaalde afwijkingen zijn voorzien voor een beperkt aantal rechthebbenden;

Overwegende dat er naast deze maatregelen door het Waalse Gewest talrijke beslissingen zijn aangenomen of voortgezet om de ziekte doeltreffend te bestrijden, zoals grootschalige vernietigingsverrichtingen door het uitzetten van vallen en nachtschoten, door de installatie van een omvangrijke afschotinstallatie met talrijke punten voor de loerjacht en lokvoeder in de nabijheid van de verharde wegen van het geïnfecteerde gebied, door de installatie van een meer dan 300 km lang net van omheiningen, door intense prospectieverrichtingen en afvoer van karkassen van wilde zwijnen en de uitvoering van bioveiligheidsmaatregelen;

Overwegende dat deze beslissingen door de Europese deskundigen, gespecialiseerd terzake, als doeltreffend worden beschouwd;

Overwegende dat dit nog verder aan bewijskracht heeft gewonnen sinds het aantreffen van het primair geval van Afrikaanse varkenspest daar recent een verlaging is vastgesteld in de wilde zwijnenpopulatie en in het aantreffen van besmette kadavers in het geïnfecteerd gebied, waardoor ook de aanwezigheid van het virus verminderde, zoals blijkt uit de laatste prospectiekaart de dato 18 december 2019;

Overwegende dat deze vaststelling met name kon worden opgemaakt na het intensiever en georganiseerd opsporen van kadavers met de inzet van meer menselijke krachten tussen 6 november 2019 en 10 december 2019, namelijk na het groeiseizoen, op een ogenblik waarop de ondergroei afsterft en de zichtbaarheid verbetert;

Overwegende dat de vernietigingsverrichtingen tijdens deze periode, en na bekendmaking van het vorig ministerieel besluit van 1 oktober 2019 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken, in het geïnfecteerd gebied aanzienlijk opgedreven werden;

Overwegende dat de combinatie van deze maatregelen, naast de reeds bestaande, ervoor gezorgd heeft dat recentelijk via georganiseerde prospectie nieuwe karkassen of beenderen van wild zwijn zijn aangetroffen in het geïnfecteerd gebied (30.483 hectare bos, op datum van 13 december – met laatst aangetroffen positieve karkassen van dieren die doodgingen tussen 3 tot 6 maanden geleden, op 9 december 2019 en 3 januari 2020), waarvan de virologische analyses, uitgevoerd door het Belgisch referentielaboratorium Sciensano aantonen dat ze positief reageren op het virus van de Afrikaanse varkenspest;

Overwegende dat deze intense prospectiewerkzaamheden aanzienlijk zijn gelet op de uitgestrektheid van het gebied en een hoge inzet van menselijke krachten vereisen;

Overwegende dat de Afrikaanse varkenspest, ondanks de dalende wilde zwijnenpopulatie en de aanwezigheid van het virus in het geïnfecteerd gebied, steeds actief en virulent is in het geïnfecteerd gebied;

Overwegende dat overigens niet kan worden uitgesloten dat zich in het geïnfecteerd gebied een endemische situatie voordoet en dat voor een uitbreiding van de epidemie naar niet-geïnfecteerd gebied gevreesd wordt;

Overwegende dat het Waals Gewest daarenboven, door het aantreffen op 9 december 2019 van nieuwe, positief op het virus van de Afrikaanse varkenspest geteste, beenderen van wilde zwijnen waarvan vermoed wordt dat ze doodgingen drie tot zes maanden geleden, zich ertoe verplicht zag om enerzijds een wijziging van de buitengrenzen van het geïnfecteerd gebied aan Europa voor te leggen – wat niet meer het geval was geweest sinds 19 maart 2019 – en om anderzijds de dienovereenkomstige beheersmaatregelen aan te passen (besluiten van de Waalse Regering van 12/12/2019 en van 18/12/2019 tot wijziging van het besluit van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen);

Overwegende dat die nieuwe elementen en de recente ontdekking, op 3 januari 2020, van nieuwe positief op AVP geteste karkassen van dieren die drie tot zes maanden geleden doodgingen, een aanpassing vereisen van de beslissingen en maatregelen aangenomen door het Waalse Gewest, of de aanneming van nieuwe maatregelen;

Overwegende dat deze verschillende parameters, om redenen die inherent zijn aan de ziekte en de uitgestrektheid van het betrokken gebied, evolutief zijn en niet volledig geanticipeerd kunnen worden;

Bijgevolg zouden de gegevens reeds voorbijgestreefd zijn bij het inachtnemen van een termijn van dertig dagen voor het aanvragen van het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State;

De ingeroepen dringende noodzakelijkheid is vervuld;

Gelet op advies nr. 66.882/4 van de Raad van State, gegeven op 13 januari 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het Waals Gewest, overeenkomstig Richtlijn 2002/60 van de Raad van 27 juni 2002 houdende specifieke bepalingen voor de bestrijding van Afrikaanse varkenspest en houdende wijziging van Richtlijn 92/119/EEG met betrekking tot gecontamineerde varkensverlamming (Teschenerziekte) en Afrikaanse varkenspest, en sinds de bevestiging, op 13 september 2018, van een primair geval van Afrikaanse varkenspest bij het wild zwijn, verplicht is om onmiddellijk meerdere bepalingen en beslissingen te treffen om de verspreiding van de ziekte af te remmen, te voorkomen en uit te roeien, waaronder de afbakening van een geïnfecteerd gebied, en daartoe de gepaste maatregelen te treffen;

Overwegende dat deze bepalingen en beslissingen, die ertoe strekken te voorkomen dat de ziekte uitbreidt naar varkensfokkerijen, aangepast kunnen en moeten worden naar gelang de sanitaire toestand evolueert;

Overwegende dat de beoogde bepalingen en beslissingen, wanneer aangenomen, vastgesteld worden aan de hand van de aanbevelingen van de gewestelijke, nationale en Europese deskundigen en wetenschappers gespecialiseerd in de beheersing van Afrikaanse varkenspest;

Overwegende dat de verschillende aanwezige belangen bij het vaststellen van deze bepalingen in overweging zijn genomen, met inbegrip van de particuliere belangen, maar dat de globale beoordeling van de potentiële risico's van elke activiteit in termen van waarschijnlijkheid dat de ziekte zich verspreidt, ertoe leidt, ze te weigeren of toe te laten volgens modaliteiten en voorwaarden die nu eens gelijklopend dan weer uiteenlopend zijn;

Overwegende dat het leefmilieu en het leefgebied van de soort wild zwijn, als enige wildsoort die besmet kan worden met het virus van de Afrikaanse varkenspest, hoofdzakelijk het bosmilieu is (zie GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS en S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, blz. 8);

Overwegende dat het virus door de wilde zwijnen die de ziekte ontwikkeld hebben, op varkensfokkerijen kan overslaan;

Overwegende dat via de verschillende maatregelen, aangenomen bij ministeriële besluiten sedert het aantreffen van het primaire geval van Afrikaanse varkenspest, gestreefd wordt naar het beperken en, beter nog, het voorkomen dat zieke dieren die hoofdzakelijk in het bosmilieu vertoeven zich verplaatsen van het geïnfecteerd gebied naar nog niet geïnfecteerde gebieden en, erger nog, naar varkensfokkerijen;

Overwegende dat de bestaande wetenschappelijke documentatie over de verspreiding van de Afrikaanse varkenspest aantoont dat menselijke activiteit deze verspreiding tussen dieren die de ziekte zouden kunnen ontwikkelen, bevordert (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS en S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, blz. 7);

Overwegende dat er, bij toepassing van deze doctrine, van uit kan worden gegaan dat het behoud van het verkeer in het bosmilieu wegens enerzijds het verstoren van de zieke wilde dieren en anderzijds de (onrechtstreekse) mechanische virusoverdracht ten gevolge van een contact met een kadaver van wild zwijn of biologische stoffen uit geïnfecteerde wilde zwijnen een reëel risico inhoudt op verspreiding van het virus naar niet-geïnfecteerde beboste gebieden, en dus het risico verhoogt op verspreiding van het virus naar varkensfokkerijen;

Overwegende dat de menselijke activiteit die er, in het bosmilieu, het meest toe kan leiden dat potentieel geïnfecteerde dieren naar andere niet-besmette gebieden vluchten, de bosactiviteit in het algemeen is, en in het bijzonder buiten wegen en paden om (Wetenschappelijk comité FAVV - sneladvies nr 09/2019 - Risico op introductie van Afrikaanse varkenspest (AVP) in varkensbedrijven gelinkt aan het hernemen van bosbouwwerkzaamheden in zone II (wilde fauna geïnfecteerd met AVP) (dossier SciCom 2019/10, blz. 14);

Overwegende dat een verstoring van de wilde zwijnen in open gebied daarentegen, vooral als het een open plek omringd door bos is, de opgeschrikte wilde zwijnen ertoe aan zal zetten terug te keren naar hun natuurlijk leefmilieu, namelijk het bos;

Overwegende dat het, als de indamming van de ziekte dus niet gewaarborgd kan worden en de gevreesde verspreiding plaats vindt, weinig waarschijnlijk is dat de ziekte kan worden beheerd;

Overwegende dat het Waalse Gewest, om te handelen als normaal voorzichtige en naarstige beheerder van het algemeen nut, veiligheid en voorzichtigheid moet voorstaan door de epidemie in te sluiten en strikte maatregelen in die zin aan te nemen;

Overwegende dat de resultaten van de verspreiding van Afrikaanse varkenspest sinds het verkeersverbod waar het Waalse Gewest voor geopteerd heeft bij de verschillende opeenvolgende besluiten sinds het aantreffen van het eerste primair geval van Afrikaanse varkenspest uitwijzen dat de maatregel doeltreffend is : de verspreiding van de ziekte is ingeperkt;

Overwegende dat bijgevolg geacht wordt dat het verkeersverbod in de bossen een doeltreffende, evenredige oplossing is die behouden moet worden, zowel om een overslaan van ziekte naar varkensfokkerijen te voorkomen als om de bestrijdingsbepalingen en -beslissingen te garanderen die het Waals Gewest heeft aangenomen om de ziekte uit te roeien;

Overwegende dat dit een zaak is van bescherming van het algemeen nut;

Overwegende dat het verkeersverbod in de bossen met het oog op de indamming van de ziekte en het voorkomen van de verspreiding ervan naar niet-besmet bosgebied en varkensfokkerijen evenwel de noodzaak vereist om bepaalde inrichtingen te verrichten rekening houdend met de evolutie van de ziekte en de ingezamelde veldgegevens ten gevolge van de opeenvolgende bepalingen en beslissingen aangenomen door het Waals Gewest;

Overwegende dat de toegang tot het geïnfecteerd gebied, om duidelijke redenen van ziektebeheersing, gemachtigd moet worden voor de personen belast met de bestrijding van deze ziekte;

Overwegende dat deze bestrijding de vorm heeft aangenomen, en verder aanneemt, van verschillende, samenhangende en langetermijnmaatregelen, goedgekeurd door het Waals Gewest, waaronder met name grootschalige vernietigingsverrichtingen door het uitzetten van vallen en door nachtschoten, door de installatie van een omvangrijke afschotverrichting bestaande uit talrijke aandrijf- en voederpunten in de nabijheid van verharde wegen in het geïnfecteerd gebied, door de installatie van een meer dan 300 km lang net van omheiningen, intense prospectie- en afvoerverrichtingen van karkassen van wilde zwijnen en de uitvoering van bioveiligheidsmaatregelen;

Overwegende dat de gelijktijdige uitvoering van de indamming van de epidemie en van de bestrijdingsbepalingen en -beslissingen, aangenomen door het Waals Gewest, door de deskundigen doeltreffend wordt geacht : niet alleen wordt de verspreiding van de ziekte beperkt tot het geïnfecteerd gebied, maar uit de laatste tellingen van levende wilde zwijnen, op het terrein uitgevoerd via prospectieverrichtingen (zoals de prospectiekaarten van 18 december 2019 en 14 januari 2020 uitwijzen) en de virologische analyses, uitgevoerd door het Belgisch referentielaboratorium Sciensano op de krenge of karkassen van, bij diezelfde verrichtingen, gedode of dood aangetroffen wilde zwijnen blijkt ook dat, in het geïnfecteerd gebied, sinds de ontdekking van het primair geval van Afrikaanse varkenspest de concentratie van op de ziekte positief reagerende wilde zwijnen gedaald is;

Overwegende dat de toestand in het geïnfecteerd gebied, zelfs als de resultaten en vaststellingen bemoedigend zijn, niettemin kritiek blijft en zal blijven tot volledige uitroeiing van de ziekte : er worden, via de ingeleide prospectieverrichtingen, nog steeds karkassen van wilde zwijnen die positief reageren op het virus aangetroffen (de laatste nog op 9 december 2019 en 3 januari 2020);

Overwegende dat deze prospectieverrichtingen werkelijk een race tegen de tijd zijn daar er, rekening houdend met de grootte van het te belopen areaal, de weinige zichtbaarheid in de onderste boslagen en de snelheid waarmee de kadavers ontbinden, slechts een ongekende fractie van kadavers van wilde zwijnen opgespoord kan worden;

Overwegende dat het lage niveau van de wilde zwijnenpopulatie dat afgeschoten wordt en aan de ziekte bezwijkt daarenboven het aantal potentiële gastheren voor de ziekte en dus het aantal doden door de ziekte dienovereenkomstig beperkt, wat de opsporingskans even zo veel beperkt;

Overwegende dat de Europese Commissie de ziekte als uitgeroeid beschouwt twaalf maanden nadat het laatste wild zwijnkadaver dat positief test op Afrikaanse varkenspest is aangetroffen en dat zij, na deze vaststelling, het behoud van drastische beheersmaatregelen en de voortzetting van de prospectieverrichtingen oplegt;

Overwegende dat het dus duidelijk van belang is om de prospectieverrichtingen in stand te houden om de kadavers van wild zwijn te kunnen dateren. Er wordt daarvoor een wetenschappelijke methode gebruikt (SAMSUWAN et al., A method for extracting DNA from hard tissues for use in forensic identification, Biomedical reports, 9 433-438, 2018), die erop wijst dat het laatst aangetroffen kadaver, op 3 januari 2020, dat positief heeft gereageerd, doodging drie tot zes maanden voor de datum van de vondst, wat uitwijst dat het viropositief dier in de zomer van 2019 bezweek;

Overwegende dat de geboden mogelijkheid en de kadans waarmee de prospectie en de afvoer van kadavers van wild zwijn uitgevoerd worden, nog verantwoording vindt in het feit dat bewezen is dat wilde zwijnen kannibaal gedrag vertonen; gezonde wilde zwijnen kunnen ertoe gebracht worden, wezens van hun eigen soort die potentieel besmet zijn, te eten (Cukor, J., Linda, R., Václavěk, P., Mahlerová, K., Šatrán, P. and Havránek, F. (2020), Confirmed cannibalism in wild boar and its possible role in African swine fever transmission. Transbound Emerg Dis. 30 december 2019, via: <https://doi.org/10.1111/tbed.13468>) (januari 2020);

Overwegende dat deze praktijk een belangrijke vector is voor besmetting met AVP binnen de soort;

Overwegende dat het wild zwijn, zelfs zonder systematisch kannibaal gedrag aan te nemen, desalniettemin aangetrokken blijft door een soortgenoot in staat van ontbinding (likken, snuffelen);

Overwegende dat het virus langer in karkassen overleeft in koude en vochtige periodes, en minder lang in warme en droge periodes (hittesgolven);

Overwegende dat deze gedachtegang op de noodzaak wijst om prospectie en afvoer verder te blijven zetten om deze sylvatische cyclus te kunnen doorbreken;

Overwegende dat, bij het overschouwen van deze parameters, nog niet uitgesloten kan worden dat de situatie in het geïnfecteerd gebied endemisch wordt (zie V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS et S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, blz. 18-19 en blz. 25) en dat de ziekte naar niet-geïnfecteerd gebied overslaat;

Overwegende dat het risico dat de ziekte in de weken of maanden na het afnemen van de populatie weer opduikt, inherent is aan deze fase;

Overwegende dat het heropduiken van de ziekte waarschijnlijk bepaald zou worden door meerdere factoren, met name : wilde zwijnen die het geïnfecteerd gebied bevolken door de komende geboortes in de lente (maart 2020) ofwel door binnendringen en het « sluimerend » virus uit de karkassen van besmette wilde zwijnen hebben opgelopen, door necrofagie, eenvoudig contact of een ongewilde verspreiding van de ziekte buiten het geïnfecteerd gebied;

Overwegende dat het, rekening houdend met het voorgaande, niet mogelijk is te concluderen dat de ziekte verdwenen is;

Overwegende dat het Waals Gewest, om de situatie volledig onder controle te houden en de verkregen goede resultaten te bestendigen, acht de gezamenlijke bestrijdingsbeslissingen en – bepalingen, tot dan aangenomen, te moeten aanhouden;

Overwegende dat het sanitair vacuüm (op ongewone uren, dagen en plaatsen) in het geïnfecteerd gebied in stand dient te worden gehouden om deze endemische fase in te dijken en de uitroeiing van de ziekte te waarborgen;

Overwegende dat het tegelijk opvoeren van een ad hoc jachtdruk en het snel weghalen van de karkassen in de endemische fase volgens de wetenschappelijke literatuur de waarschijnlijkheid dat het virus uitgeroeid zal worden, nog verder zal doen toenemen (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS en S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, blz. 26);

Overwegende dat de schoten, in het geïnfecteerd gebied, deze laatste maanden nog opgedreven zijn en de populatie aan wilde zwijnen in het geïnfecteerd gebied aanzienlijk hebben teruggedrongen;

Overwegende dat, als de gevolgen van de vernietiging onmiddellijk na uitvoering van deze afschotmaatregelen zichtbaar waren, daar mettertijd onvermijdelijk sleet op komt;

Overwegende dat de populatie van wilde zwijnen inderdaad, onder invloed van deze vernietiging, gedaald is en dat het bijgevolg moeilijker is de overige wilde zwijnen in het geïnfecteerd gebied te doden;

Overwegende dat de terreinwaarnemingen nog steeds op de aanwezigheid van, weliswaar een klein aantal, levende, en dus potentieel besmette, wilde zwijnen wijzen;

Overwegende dat de instandhouding van deze regeling, om overduidelijke redenen van veiligheid van personen en van verstoring van het wild, onverenigbaar is met niet-essentieel verkeer in de bossen;

Overwegende dat de toegang tot het geïnfecteerd gebied voor personen belast met de bestrijding van Afrikaanse varkenspest bijgevolg volledig gewaarborgd moet blijven;

Overwegende dat er evenwel, mits enkele voorzorgs- en bioveiligheidsmaatregelen, voorzien kan worden in maatregelen ter tempering van dat algemeen verkeersverbod in de bossen voor een beperkt aantal rechthebbenden met het oog op de openbare veiligheid of de bereikbaarheid van bepaalde woonsten en tweede verblijven;

Overwegende dat deze inrichtingen personen en activiteiten beogen die niet verband houden met het beheer van Afrikaanse varkenspest;

Overwegende dat deze inrichtingen dus strikt beoordeeld moeten worden op de mate waarin er een potentieel risico op verspreiding van de Afrikaanse varkenspest bestaat door deze ziekte te kunnen doen overslaan naar niet-geïnfecteerd bosgebied en varkensfokkerijen;

Overwegende dat talrijke activiteiten van het type bosbouw, landbouw, visteelt en cultuur eveneens onder het algemeen verkeersverbod in bos en woud, nodig voor de inperking van de epidemie van Afrikaanse varkenspest en dus de uitroeiing ervan, lijden;



Overwegende dat de mogelijkheid tot toekenning van individuele afwijkingen daarvoor beoordeeld en geëvalueerd wordt met behulp van wetenschappelijke studies en ten opzichte van de evolutie van de ziekte, aangetoond door de uitgevoerde prospectieverrichtingen (het laatste in geïnfecteerd gebied op 3 januari 2020 positief aangetroffen karkas was van een dier dat doodging drie tot zes maanden geleden) om een hervatting van deze activiteiten mogelijk te maken zonder dat dit schade kan toebrengen aan de maatregelen en beslissingen ter bestrijding van de verspreiding van de ziekte met het oog op de bescherming van het algemeen nut;

Overwegende dat de in het geding zijnde belangen, met oog voor de risicograad, tegen elkaar afgewogen moeten worden en dat dit leidt tot machtigingen voor de ene, maar niet voor de andere activiteit, al lijken ze op elkaar, omdat dit net afhangt van het milieu waarin ze plaatsvinden : bosmilieu of open milieu;

Overwegende dat een advies in verband met het risico op introductie van Afrikaanse varkenspest in de varkensfokkerijen, gepaard gaand met werkhervattingen in de bossen van zone II (met de ziekte besmet), is aangevraagd bij het wetenschappelijk comité van het FAVV om te bepalen of een hervatting van activiteiten en uitbatingen in de bosbouw rekening houdend met de evolutie van de epidemie te overwegen valt;

Overwegende dat dat advies (sneladvies nr 09/2019 - Risico op introductie van Afrikaanse varkenspest (AVP) in varkensbedrijven gelinkt aan het hernemen van bosbouwwerkzaamheden in zone II (wilde fauna geïnfecteerd met AVP) (dossier SciCom 2019/10)) uitgebracht is door het wetenschappelijk comité van het FAVV, op 4 juni 2019;

Overwegende dat het wetenschappelijk comité van het FAVV het risico op indirecte transmissie via de personen en het materieel naar niet-gecontamineerde gebieden via de hervatting van bosbouwactiviteiten (namelijk, voorbereiding van de bodems – met inbegrip van het aanbrengen van bodemverbeters, het aanplanten en inzaaien, het snoeien, het merken van bomen in dunning en bosuitbating) als gematigd labelt, namelijk niveau 3 op 4 in de risicobepalingsschaal;

Overwegende dat het wetenschappelijk comité van het FAVV verder in bedoeld advies nog aanstipt dat « het aantal aannemers die de beoogde bosbouwwerkzaamheden uitvoert beperkt is waardoor ze zichzelf en hun materiaal dienen te verplaatsen tussen verschillende exploitatiesites verspreid over het land en vaak verwijderd zijn van elkaar. Gezien het invasieve karakter van de bosbouwwerkzaamheden is de kans om in contact te komen met gecontamineerd materiaal (kadavers, excreties) in zone II aanzienlijk. Daarnaast bezit het AVP virus een hoge overlevingsduur in biologisch materiaal en dus in de omgeving. Door deze twee factoren bestaat er een aanzienlijk risico op verspreiding van het virus via deze werkzaamheden. »;

Overwegende dat het wetenschappelijk comité van het FAVV bijgevolg momenteel afraadt « om de bosbouwwerkzaamheden te hervatten en dit niet wegens het risico op introductie van het virus in de varkensbedrijven en vooral wegens het risico op verdere verspreiding van het AVP virus in de wilde fauna »;

Overwegende dat deze overweging en de geuite aanbeveling verantwoord zijn « gezien het invasieve karakter van de bosbouwwerkzaamheden [en de] aanzienlijke kans om in contact te komen met gecontamineerd materiaal »;

Overwegende dat dit advies door het FAVV niet in vraag wordt gesteld;

Overwegende dat de meeste dood aangetroffen wilde zwijnen, positief bevonden op Afrikaanse varkenspest, op datum van 3 juni 2019, aangetroffen zijn in het boscossysteem gekenmerkt door de aanwezigheid van talrijke vochtige en frisse milieus, namelijk daar waar de bosbouwactiviteiten en -uitbatingen uitgevoerd worden;

Overwegende dat de wilde zwijnen die met de Afrikaanse varkenspest zijn besmet, immers door de koorts waaraan ze lijden, koele en vochtige gebieden opzoeken om er te sterven;

Overwegende dat een bosuitbating, hoe beperkt en gericht ook, noodzakelijkerwijs geluidshinder veroorzaakt en invasief is en dus de wilde zwijnen uit het gebied zou kunnen verstoren en verjagen, zoals ANSES acht in een advies van 24 januari 2019 (aanhangigmaking nr. 2018-SA-0250) betreffende de evaluatie van de impact van de activiteiten in het bos op het risico op verspreiding van Afrikaanse varkenspest op het nationaal grondgebied;

Overwegende dat het risico op transmissie en verspreiding van Afrikaanse varkenspest door toegang tot het bosmilieu om bosbouwactiviteiten en -uitbatingen uit te voeren, naar andere niet-besmette gebieden, dus reëel is en blijft;

Overwegende dat het enig gekend geval van succesvolle uitroeiing van Afrikaanse varkenspest in Europa zich in de Tsjechische Republiek heeft voorgedaan;

Overwegende dat de strategie die in dat land is gevolgd, het verbod inhield op activiteiten in bossen en wouden van het gecontamineerde gebied, behoudens wat viel onder de bestrijding van Afrikaanse varkenspest (Petr Satran, From ASF infection in wild boar to eradication and free status recovery in the Czech Republic, GF-TADS, Praha, 11.3.2019);

Overwegende dat dit succes en de conclusies van het advies van het wetenschappelijk comité van het FAVV eerder op een maximaal verbod wijzen van bosbouwactiviteiten en -uitbatingen, wil men voorkomen dat de Afrikaanse varkenspest verder uitbreidt naar nieuwe gebieden;

Overwegende dat enkel om deze dwingende, sanitaire redenen overwogen zou kunnen worden om het verkeer in bosgebied toe te laten wanneer de ziekte zich in fase van ontwikkeling bevindt;

Overwegende dat zulks nog eens bevestigd wordt door de Europese experts inzake Afrikaanse varkenspest (REPORT ASF Expert Mission to Belgium, EUVET Initiative, 7-8 January 2019, by Vittorio GUBERTY - ISPRA, Italy);

Overwegende dat, in de omstandigheden die betrekking hebben op de Afrikaanse varkenspest, als sommige bosbouwwerkzaamheden onontbeerlijk zijn voor het overleven van de bestanden, andere werkzaamheden enkel een betere vormgeving en dus een beter economisch rendement voor de eigenaar beogen; een goede vormgeving voor bomen bekomen is niet doorslaggevend tegenover het algemeen belang, namelijk voorkomen dat de varkenspest zich verspreidt; het gemechaniseerd interveniëren is niet toegelaten daar het weghalen van struikgewas aanwezige wilde zwijnen verjaagt, en het risico op verspreiding van de ziekte wegens dergelijke verplaatsingen wordt niet aanvaardbaar geacht; anderzijds houdt het weghalen van struikgewas met gemechaniseerde werktuigen het risico in dat potentieel viropositieve kadavers in staat van ontbinding of beenderen van wilde zwijnen per ongeluk vernietigd of verspreid worden;

Overwegende dat deze gedachtegang en het risico door de uitoefening van bosactiviteiten in het gebied geïnfecteerd door Afrikaanse varkenspest evenwel beoordeeld en indien nodig getemperd moeten worden met twee afzonderlijke elementen, namelijk het verlagen van de dichtheid van wilde zwijnen aanwezig in het geïnfecteerd gebied en anderzijds de sanitaire crisis door de exponentiële ontwikkeling van de populatie van een schadelijk insect (de boomkever ofte « ips typographicus ») in naaldbomen, en specifiek de spar;

Overwegende dat recent werd vastgesteld dat de dichtheid van wilde zwijnen en het aantreffen van besmette kadavers in het geïnfecteerd gebied aan het dalen zijn, en daarmee ook een verminderde aanwezigheid van het virus, zoals blijkt uit de laatste prospectiekaart met datum van 18 december 2019;

Overwegende dat deze vaststelling gerelativeerd moet worden door het feit dat de sporadische aanwezigheid van levende wilde zwijnen ondanks de bepalingen en beslissingen tot vernietiging door het Waals Gewest en het letaal effect eigen aan de ziekte overal in het geïnfecteerd gebied aangetoond wordt dank zij de rechtstreekse (nachtrondes of automatische fototoestellen) of onrechtstreekse (sporen) waarnemingen op het terrein; Overwegende dat de lokalisering van de positieve gevallen overigens nog gecompliceerder wordt gemaakt door de moeilijkheid om kadavers op te sporen die wel eens onder een dikke groenlaag verdoken zijn en geteeld ook op het aanzienlijk areaal van het geïnfecteerd gebied (30.483 hectare woud op 13 december);

Overwegende dat een intensivering van de opsporingen van kadavers georganiseerd is onder grote inzet van manschappen tussen 6 november 2019 en 10 december 2019, bij uitdoven van de groeiperiode, op een ogenblik waarop de zichtbaarheid in de onderste boslagen er beter op wordt;

Overwegende dat, deze intensieve prospectieverrichtingen in combinatie met andere maatregelen aangenomen door het Waalse Gewest ervoor gezorgd hebben dat recentelijk via georganiseerde prospectie nieuwe karkassen van wilde zwijnen zijn aangetroffen in het geïnfecteerd gebied (laatste positief aangetroffen karkassen op 9 december 2019 en 3 januari 2020 ontdekt), waarvan de virologische analyses, uitgevoerd door het Belgisch referentielaboratorium Sciensano aantonen dat ze positief reageren op het virus van de Afrikaanse varkenspest;

Overwegende dat de Afrikaanse varkenspest, ondanks de dalende wilde zwijnenpopulatie en de aanwezigheid van het virus in het geïnfecteerd gebied, steeds actief en virulent is in het geïnfecteerd gebied maar evenwel een nieuwe beoordeling vereist van de maatregelen die aangenomen dienen te worden in verband met bosactiviteiten;

Overwegende dat, rekening houdend met deze ogenschijnlijk kalme periode, het afwegen van de belangen bepaalde dringende en weinig invasieve bosactiviteiten opnieuw te overwegen vallen, namelijk het merken en inventariseren van loof- en naaldbestanden en niet-gemechaniseerde aanplantingsactiviteiten die uitgevoerd mogen worden in het geïnfecteerd gebied mits inachtneming van sommige veiligheids- en bioveiligheidsmaatregelen ten laste van de exploitanten, waarbij zij identiek zijn aan de vereisten opgelegd aan het personeel dat de prospectie van kadavers van wilde zwijnen in goede banen leidt en onder voorbehoud van verificaties ter plaatse wat de aanwezigheid of niet betreft van karkassen van potentieel geïnfecteerde karkassen (de prospectieverrichtingen hebben aangetoond dat het aangetroffen karkas positief is en dat wanneer een karkas van wild zwijn aangetroffen wordt, daar niet licht mee omgesprongen mag worden);

Overwegende dat, voor wat specifiek de aanplantingen betreft, enkel zachte wijzen van aanplantingen mogelijk zijn voor stekken verworven voor de datum waarop de betrokken eigendom opgenomen is in het geïnfecteerd gebied, op grond van de opeenvolgende besluiten ter bepalingen van de buitengrenzen van dit gebied, en wel de besluiten van de Waalse Regering van 12 oktober 2018, 11 januari 2019, 19 februari 2019 en 19 maart 2019;

Overwegende dat deze beperking ingegeven wordt door het dringend karakter van het aanplanten van verworven stekken, namelijk dat ze zoniet verloren gaan of maar slecht wortel zouden schieten;

Overwegende dat die dringende noodzakelijkheid niet opgeworpen zou kunnen worden voor het aanwerven van toekomstige stekken na de inwerkingtreding van dit besluit, terwijl de crisis gerelateerd aan de Afrikaanse varkenspest nog volop actief is;

Overwegende dat de aanpak die het Waals Gewest voorstaat naar een in principie coherent beleid streeft in zijn doel om de ziekte uit te roeien : het bosverkeer is verboden wegens de nog actieve aanwezigheid van de ziekte, maar kan zich lenen tot bepaalde aanpassingen mits het nemen van sommige voorzorgsmaatregelen;

Overwegende dat de eventuele voorbereiding van het terrein voor aanplantingen voor het overige enkel mogelijk is met een handbosmaaier op één lijn, enkel over een breedte van ongeveer 50 cm;

Overwegende dat het werken met behulp van gemechaniseerde werktuigen voor het vrijmaken van de aanplantingslijn en voor de voorbereidingen enkel toegelaten zou kunnen worden daar deze werktuigen de potentieel door de ziekte geïnfecteerde wilde zwijnen zouden kunnen doen opschrikken en anderzijds per ongeluk potentiële karkassen of beenderen van potentieel door het virus geïnfecteerde wilde zwijnen zouden kunnen vernietigen of verspreiden;

Overwegende dat, ten opzichte van de dalende wilde zwijnenpopulatie in de bossen, levend of dood, het risico op verspreiding van de ziekte bij het merken van hout en het niet-gemechaniseerd aanplanten van reeds verworven stekken als aanvaardbaar wordt beschouwd, voor zover de verwachte versterking niet groter zou moeten zijn dan wanneer prospectietochten gehouden worden;

Overwegende dat deze bosactiviteiten evenwel afhankelijk worden gemaakt van het vooraf versturen van een kennisgeving door de exploitant aan de houtvester, die dan kan tot controle over gaan met de specifieke informatie die hij via deze kennisgeving krijgt;

Overwegende dat de wouden niettemin, samen met de epidemie van Afrikaanse varkenspest die heden in het Waalse Gewest woedt, onder een bijkomende sanitaire crisis lijden door de exponentiële ontwikkeling van de populatie van een schadelijk insect;

Overwegende dat het voor doeleinden van bescherming en vrijwaring van het bosesysteem passend is, maatregelen te nemen om de woekering van dit insect zo goed mogelijk in te dijken om te voorkomen dat de bosbestanden diepgaand en langdurig ondermijnd worden, dat het beheer der eigendommen daardoor verstoord wordt en dat er landschapsverstoring optreedt;

Overwegende dat de vrijwaring en de bescherming van het bosesysteem eveneens van algemeen nut is;

Overwegende dat de enige manier om doeltreffend te strijden tegen de woekerende boskevers hierin bestaat, elke nieuwe boom, aangetast door het schadelijk insect, zo snel mogelijk en in ieder geval om de vier weken in de periode waarin het insect actief is, uit de bossen weg te halen;

Overwegende dat het daartoe en in deze specifieke context te overwegen valt en passend is, mits enige voorzorgsmaatregelen op vlak van veiligheid en bioveiligheid, die identiek zijn met de maatregelen opgelegd aan het personeel dat met de opsporingsverrichtingen belast is wegens wilde zwijnenkadavers en onder voorbehoud van verificaties ter plaatse wat de aanwezigheid, of niet, betreft van potentieel aangetaste wilde zwijnenkadavers, van het algemeen verkeersverbod in bossen en wouden af te wijken om de uitbating van, enkel, de door schorskevers aangetaste sparrenbestanden mogelijk te maken;

Overwegende dat hier sprake is van een evenwicht tussen de verplichte voortzetting van de strijd tegen Afrikaanse varkenspest en de noodzaak om de woekering van schorskever over het gehele Waalse grondgebied te voorkomen;

Overwegende dat deze enige bosactiviteit, daar zij een doel van algemeen belang nastreeft en rekening houdend met de verstoring die zij voor de wilde zwijnen die de ziekte ontwikkeld hebben teweeg kan brengen door het inzetten van gemotoriseerde en gemechaniseerde werktuigen, in het geïnfecteerd gebied toegelaten zou kunnen worden;

Overwegende dat de uitoefening van deze activiteit een aanzienlijk risico inhoudt inzake de verspreiding van de Afrikaanse varkenspest waarvan de beheersing een plicht is voor het Waals Gewest;

Overwegende dat het nog ruimer toelaten van bosexploitaties in geïnfecteerde zones bij zou dragen tot een hoger verspreidingsrisico wegens een ergere verstoring en dus een hoger risico op overslaan van het virus naar niet-geïnfecteerd gebied, wat tegen de beheersmaatregelen en -bepalingen die het Waalse Gewest genomen heeft om de ziekte uit te roeien in zou druisen;

Overwegende dat die risico's op verspreiding, van bosmilieus naar andere milieus, niet licht opgevat mogen worden en strikt beperkt moeten worden, ook vandaag nog;

Gelet ook op, overigens, bepaalde economische activiteiten op vlak van landbouw, visteelt, cultuur, lijdend onder de maatregelen aangenomen ter zake van strijd tegen de Afrikaanse varkenspest in geïnfecteerd gebied;

Overwegende dat, net als voor de bosbouwactiviteiten en -uitbatingen, dient te worden bekeken of een snelle hervatting van genoemde activiteiten overwogen kan worden zonder schade te berokkenen aan de aangenomen veiligheids- en bioveiligheidsmaatregelen om doeltreffend te strijden tegen de epidemie en de verspreiding ervan te voorkomen;

Overwegende dat het virus inzake Afrikaanse varkenspest een resistent virus is wanneer het gepaard gaat met organisch materiaal (V. GUBERTI, S. KHOMENKO, M. MASIULIS en S. KERBA, Handbook on ASF in wild boar and biosecurity during hunting, GF-TADs, 25/09/2018, blz. 11-13);;

Overwegende dat het virus op leefbare wijze meerdere weken in het bloed en in (zelfs ontbonden) kadavers en beenderen van gecontamineerde dieren voort kan woekeren, als dit in gangbare waarden van zgn. omgevingstemperaturen gebeurt (met seizoensvariëaties/streekvariëaties/bodemdieptevariëaties al naar gelang);

Overwegende dat het virus veel minder lang contamineerbaar blijft, slechts enkele dagen, in uitwerpselen (faeces, urine) van zieke wilde zwijnen, te meer omdat grillige weersomstandigheden de leefbaarheid van het virus nog sterker kunnen aantasten;

Overwegende dat de overleving van het virus overigens in het speeksel en in de lucht zeer beperkt is, met name in vochtige en/of zonnige streken;

Overwegende dat er dus een afnemend gradiënt in de resistentie van het virus, schalend van gecontamineerd karkas naar inorganische dragers (zoals asfalt- of met kassei en natuursteen verharde wegen), waar te nemen valt (Advies ANSES vating nr. 2018-SA-0237 betreffende « mise à jour des connaissances sur les méthodes et procédés d'inactivation du virus de la peste porcine africaine (PPA) »);

Overwegende dat de overlevingsduur van het virus, door de blootstelling aan klimaatgrillen en aan wegspoelen van organisch materiaal, bijgevolg veel korter is op wegen en met kassei en natuursteen verharde wegen dan dit in bossen en wouden het geval is;

Overwegende dat dit verschil er dus voor zorgt dat de risicobeoordeling en de belangenafweging resulteert in een gedifferentieerde behandeling van de toegangen die enkel gebeuren via wegen en met kassei en natuursteen verharde wegen, met een laag risico, dan bij toegangen tot het bosmilieu op zich, waar het risico vele malen hoger is;

Overwegende dat de landbouwactiviteiten hoofdzakelijk betrekking hebben op landbewerking en runderteelt;

Overwegende dat de velden en weilanden waar deze activiteiten beoefend worden, in open milieu plaatsvinden, weg van het bosmilieu;

Overwegende dat daar niet de hoofdzakelijke habitat van wilde zwijnen ligt;

Overwegende dat het verspreidingsrisico inzake Afrikaanse varkenspest wegens uitwerpselen van zieke wilde zwijnen die potentieel aanwezig zouden zijn op veld en wei, bij een eenvoudige transit van deze dieren, als laag gelabeld wordt wegens de aard zelf van hun matrix en hun blootstelling aan klimaatgrillen buiten het bos;

Overwegende dat, van alle in het bos aangetroffen kadavers, een zeer beperkt aantal kadavers zijn aangetroffen in de nabijheid van met kassei en natuursteen verharde wegen en dat de waarschijnlijkheid dat het tot een contact komt beperkt is op deze ondergrond;

Overwegende dat het niet-bestaan van de parameters inzake verspreiding, namelijk het bosmilieu, alwaar de incubatie plaatsvindt, en de gradiënt in de resistentie tegen het virus aantonen dat het risico op verspreiding van Afrikaanse varkenspest voor het uitoefenen van de landbouwactiviteiten laag is voor zover toegang tot veld en wei verkregen wordt via verharde wegen in kassei of natuursteen;

Overwegende dat dit risico niet verhoogd wordt voor een veld of een weide, gelegen op een grondstuk toegankelijk via het bos over wegen in kassei of natuursteen;

Overwegende dat de activiteiten van landbouwsoort er niet toe bijdragen dat dit een risico inhoudt op verspreiding van de Afrikaanse varkenspest naar niet-geïnfecteerde beboste gebieden, in tegenstelling tot de bosactiviteiten, die wilde zwijnen, aanwezig in het gecontamineerd bosmilieu, zouden kunnen verstoren en verplaatsen naar niet-gecontamineerd gebied;

Overwegende dat de eventuele wilde zwijnen, aanwezig in velden en weiden, net als de bosactiviteiten, verstoord zullen worden door storingsgeluiden van landbouw en dus zullen vluchten naar hun natuurlijke leefomgeving, namelijk het bos;

Overwegende dat er, om deze eventualiteit het hoofd te bieden, een reeks bioveiligheidsmaatregelen, toegepast op de bossector, zijn aangenomen door de landbouwsector, in overleg met het Waalse Gewest;

Overwegende dat geen garantie gegeven kan worden op een nulrisico inzake verspreiding van Afrikaanse varkenspest door de uitoefening van dit soort activiteit, maar dat dit risico evenwel vermindert gelet op de persistentie en de resistentie van het virus in genoemd milieu, en op de verhoudingsgewijs genomen maatregelen ter voorkoming van de ziektespreiding;

Overwegende dat het daartoe, en in deze specifieke context, te overwegen valt en passend is, mits de inachtneming van vastgestelde voorwaarden af te wijken van het algemeen verkeersverbod in bos en woud om een snelle hervatting van deze activiteiten mogelijk te maken;

Overwegende dat de activiteiten zoals visteelt of visvangst, zoals alle activiteiten van het landbouwtype, buiten het bosmilieu plaatsvinden;

Overwegende dat er, hoewel bepaalde economische activiteiten zoals visteelt plaatsvinden in koel en vochtig gebied, sprake is van een gebeuren aan de rand van aangelegde watervlakken waar menselijk bezoek onder toezicht van de exploitant en menselijke activiteiten in verband met die activiteiten regelmatig en verstorend zijn, waardoor deze plekken niet bepaald geliefd zijn bij potentieel aangetaste wilde zwijnen, die het rustige bosmilieu als sterfplek zullen verkiezen;

Overwegende dat bewezen is dat de resistentie van het virus vanuit een gecontamineerd karkas aanzienlijk is ten opzichte van de fecaliën;

Overwegende dat het risico dat een kadaver van een aangetast wild zwijn aangetroffen wordt op plaatsen waar dit soort activiteiten uitgeoefend wordt ten opzichte van het bosmilieu laag is;

Overwegende dat menselijke activiteiten rondom gebieden van visvangst en visteelt de rust van het wild zwijn verstoren terwijl het wild zwijn eerder rustige vochtige gebieden zal opzoeken die gelegen zijn in zijn leefgebied;

Overwegende dat de toegang tot dit soort activiteiten enkel via wegen en verharde wegen uit kassei en natuursteen gebeurt;

Overwegende dat de verspreiding van het virus in het water overigens geen bewijsdragende verspreidingsparameter is, gelet op de oplossing ervan in een omvangrijk waterlichaam;

Overwegende dat de garantie op een nulrisico voor de verspreiding van Afrikaanse varkenspest ten opzichte van de uitoefening van dit soort activiteit onmogelijk is, maar dat het risico wel bijna nul is door gereglementeerde verplichtingen terzake;

Overwegende dat deze activiteiten daarnaast onderworpen zijn aan de inachtneming van net dezelfde bereikbaarheidsvoorwaarden als voor landbouw;

Overwegende dat het rekening houdend met deze verschillende parameters te overwegen valt en passend is van het algemeen verkeersverbod in bos en woud af te wijken om de hervatting van visteelt en visvangst mogelijk te maken;

Overwegende dat een vergelijkbare redenering kan worden gemaakt voor cultureel waardevolle gebieden;

Overwegende dat dit soort activiteiten, indien ze indoor plaatsvinden, zonder dwingende voorwaarden georganiseerd kunnen worden onder het voorbehoud dat de toegang tot de gronden, gelegen in bos of woud, gebeurt via wegen en verharde wegen;

Overwegende dat als deze activiteiten outdoor plaatsvinden, dit niet in bosgebied mogelijk is;

Overwegende dat, voor zover de toegang tot deze culturele activiteiten gebeurt via wegen en/of verharde wegen, het risico op verspreiding van de ziekte laag is;

Overwegende dat het in deze omstandigheden te overwegen valt en passend is voor deze activiteiten af te wijken van het algemeen verkeersverbod in bossen om de activiteiten inzake cultuur te laten hervatten mits de inachtneming van de gestelde voorwaarden;

Overwegende dat het samengaan van de aangenomen maatregelen met de bepalingen en beslissingen die het Waals Gewest heeft aangenomen tijdens herfst en winter en de komende maanden bestendigd zullen worden, regelmatig op het terrein geëvalueerd zal worden, zoals blijkt uit de laatste prospectiekaarten van 18 december 2019 en 14 januari 2020;

Overwegende dat het blijkens de wetenschappelijke literatuur nodig is alle wilde zwijnen, aanwezig in het geïnfecteerde gebied, uit te roeien om de endemie te voorkomen en de ziekte uit te roeien;

Overwegende dat de ziekte, zoals uiteen is gezet, in het bosmilieu nog steeds actief is, zoals blijkt uit de prospectieverrichtingen en de virologische analyses, gedaan op zowel de afgeschoten dieren als op de kadavers en beenderen van de aangetroffen wilde zwijnen (laatste positieve gevallen met datum 9 december 2019 en 3 januari 2020);

Overwegende dat de groei, na afloop van de, voor de prospectie gunstige, winterperiode weer inzet bij de eerste mooie dagen;

Overwegende dat de lenteperiode eveneens gunstig zal zijn voor de worpen die mogelijks aanleiding zullen geven tot een nieuwe piek in de epidemie;

Overwegende dat het, rekening houdend met deze gezamenlijke elementen, redelijk en verantwoord voorkomt de bij dit ministerieel besluit aangenomen maatregelen aan te houden tot half mei 2020;

Overwegende dat het Waals Gewest op die datum over nieuwe elementen zal beschikken om in overleg met de gewestelijke, nationale en Europese experts de gebieden waar de ziekte actief is en de beheersmaatregelen die toegelaten zouden kunnen worden, te herzien;

Overwegende dat de Waalse Overheidsdienst een publieke voorlichtingscampagne heeft gevoerd en verder blijft voeren door informatiebrochures en -folders te verspreiden "La peste porcine africaine, agissons ensemble" en door een informatiecampagne langs de mediakanalen te voeren;

Overwegende dat die gekaderde, gerichte en beperkte toegangen niet meer dan een marginale impact zouden moeten hebben op de rust van het wild en de eventuele verspreiding van de zieke wilde zwijnen,

Besluit :

**Artikel 1.** In afwijking van de artikelen 19 tot 23 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende het Boswetboek is het éénieder verboden zich in de bossen en wouden te verplaatsen buiten de wegen in de zin van artikel 2 van het Boswetboek aan de binnenkant van de buitengrenzen van het buffergebied zoals omschreven in de bijlage bij het besluit van het Waals Gewest van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen.

De eventuele toegangsmachtigingen, verkregen op grond van voornoemde artikelen voor de datum van bevestiging van het eerste geval van Afrikaanse varkenspest in het Waalse Gewest, ofte 13 september 2018, worden opgeschort.

Gemachtigd tot afwijking van het verbod van lid 1 zijn enkel, binnen de perken van de handelingen die strikt nodig zijn voor de beheersing van Afrikaanse varkenspest, o.a. het opsporen van nieuwe haarden, de vernietiging van wilde zwijnen en het verwijderen van karkassen van dood aangetroffen of gedode wilde zwijnen, en op voorwaarde dat zij de vorming bioveiligheid in acht nemen als bedoeld in artikel 1, lid 1, 4<sup>o</sup>, van het besluit van de Waalse Regering van 6 juni 2019 houdende verscheidene tijdelijke maatregelen ter bestrijding van Afrikaanse varkenspest bij wilde zwijnen en zij tot de ontsmetting overgaan bedoeld in artikel 11 van het besluit, om de verspreiding van de ziekte te voorkomen : het personeel van het Departement Natuur en Bossen en van het Departement Onderzoek naar het Natuurlijk en Landbouwmilieu van de Waalse Overheidsdienst en iedere persoon, gemandateerd door deze departementen, de jachtrechthouders en hun beëdigde opzichters, de eigenaren, het personeel van Sanitair toezicht voor Wild in Wallonië, het personeel van de burgerbescherming, het personeel van diensten van de sanitaire ordehandhaving, het personeel van federale en lokale politie, het personeel van de administraties of van gespecialiseerde ondernemingen, belast met het installeren van een omheining om de verplaatsingen van wilde zwijnen in het gecontamineerde gebied te beperken.

Het personeel van de ondernemingen belast met de ontsmetting van de voertuigen en het materieel gebruikt in besmet gebied wordt eveneens gemachtigd om binnen de perken van de enkele handelingen nodig voor het beheer van de Afrikaanse varkenspest af te wijken van het verbod uit het eerste lid.

Die personen, alsmede hun voertuigen, is het verboden, een varkensfokkerij te betreden dan wel binnen te rijden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzestig uur volgend op, al naar gelang, voor de personen bedoeld in lid drie, eerste volzin, de ontsmettingsmaatregelen en, voor de personen bedoeld in in lid drie, tweede volzin, iedere interventie in het geïnfecteerd gebied.

**Art. 2.** In afwijking van artikel 1 worden de interventies die niet verband houden met de beheersing van Afrikaanse varkenspest en die een toegang, buiten de wegen om, tot de bossen en wouden in de omtrek van het gecontamineerde gebied vereisen, tegen volgende voorwaarden toegelaten:

1<sup>o</sup> de interventie wordt verricht in de uitoefening van hun ambt door de hulpdiensten, door de burgerbescherming, de politiediensten, de beambten en beheerders van de watertoevoernetten of gas- of elektriciteitsnetten, door de beambten van Infrabel en door de werknemers van mobiele telefonie-operatoren en door de beambten of afgevaardigden van gemeenschapsinfrastructuren of infrastructuur van openbaar nut;

2<sup>o</sup> behoudens spoedeisende gevallen waarbij mensenlevens in gevaar zijn, wordt van de interventie vooraf kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;

3<sup>o</sup> de rust van de bossen en de wouden wordt zo streng mogelijk nageleefd;

4<sup>o</sup> als er een toegang is buiten de verharde wegen, worden de ontsmettingsmaatregelen van het voertuig, het schoeisel en de uitrustingen na gebruik uitgevoerd overeenkomstig artikel 11;

5<sup>o</sup> bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;

6<sup>o</sup> die personen, evenals hun voertuigen, is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of, respectievelijk, binnen te rijden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzestig uur volgend op de ontsmettingsmaatregelen.

Als het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat één van bovenvermelde voorwaarden niet is nageleefd, kan betrokkenen de toegang ontzegd worden.

**Art. 3.** In afwijking van artikel 1 worden de personen wier woonst of tweede verblijf gelegen is in de bossen en wouden in het geïnfecteerd gebied en die niet over een toegang via een weg beschikken gemachtigd om zich buiten de wegen om tegen de volgende voorwaarden te verplaatsen:

1<sup>o</sup> het verkeer buiten wegen om is enkel beperkt tot de toegang tot bedoelde woonst of bedoeld tweede verblijf;

2<sup>o</sup> de toegang gebeurt zoveel mogelijk op de verharde wegen;

3<sup>o</sup> van het gebruikte traject wordt schriftelijk kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;

4<sup>o</sup> de rust van de bossen en de wouden wordt zo streng mogelijk nageleefd;

5<sup>o</sup> als er een toegang is buiten de verharde wegen, worden de ontsmettingsmaatregelen van het voertuig en eventueel het schoeisel uitgevoerd overeenkomstig artikel 11;

6<sup>o</sup> bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;

7° de personen bedoeld bij dit artikel en hun voertuigen is het verboden een varkensbedrijf te betreden of, respectievelijk, binnen te rijden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de 72 uren volgend op de toegang tot hun woonst of hun tweede verblijf.

**Art. 4.** De eigenaars en bezetters die een terrein hebben gebruikt voor landbouw-, visteelt- of visserijdoeleinden omsloten door de bossen en wouden in het gecontamineerde gebied en die geen toegang hebben via een weg, maar door een verharde weg en die toegang ertoe wensen te hebben zonder dat voor hun interventie het einde van de verbodperiode afgewacht kan worden, dienen een voorafgaandelijke schriftelijke en gemotiveerde aanvraag in bij de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen. Laatstgenoemde kan een toegangsmachtiging verstrekken die minstens de inachtneming van volgende voorwaarden inhoudt:

1° de machtiging is beperkt tot de toegang tot dit omsloten terrein gebruikt voor landbouw-, visteelt- en visserijdoeleinden;

2° van het gebruikte traject wordt schriftelijk kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester van het Departement Natuur en Bossen;

3° de toegang gebeurt enkel via verharde wegen, en het is strikt verboden van de verharde weg af te gaan voor het omsloten terrein te hebben bereikt; op het omsloten terrein kan de verharde weg enkel worden verlaten in open milieu met inbegrip van de oevers van het watervlak;

4° de rust van de bossen en de wouden wordt zo streng mogelijk nageleefd;

5° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;

6° de personen bedoeld bij dit artikel, hun voertuigen en bedrijfsstuigen is het verboden een varkensbedrijf te betreden of, respectievelijk, binnen te rijden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op iedere interventie op het omsloten landbouw- of visteeltterrein.

Als het Departement Natuur en Bossen vaststelt dat één van bovenvermelde voorwaarden niet is nageleefd, kan betrokkenen de toegang ontzegd worden.

**Art. 5.** In afwijking van lid 1 wordt het verkeer op de verharde wegen toegelaten voor de voertuigen gebruikt bij nachtelijke abundantie-inventarissen met het oog op de evaluatie van de afschotplannen voor diersoort hert, georganiseerd door het Departement Natuur en Bossen.

Bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd.

Die personen, alsmede hun voertuigen, is het verboden, een varkensfokkerij te betreden dan wel binnen te rijden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur na iedere interventie in het geïnfecteerd gebied.

**Art. 6.** In afwijking van artikel 1 kan het verkeer, buiten de wegen in de bossen en wouden in de zin van artikel 2 van het Boswetboek voor de inventaris en het merken van de bomen tegen volgende minimumvoorwaarden toegelaten worden:

1° een voorafgaandelijke kennisgeving die overeenstemt met het model van bijlage 1 wordt door de eigenaar of diens gemachtigde overgemaakt aan de territoriaal bevoegde houtvester, minstens 48u voor de toegang tot het bestand; deze kennisgeving dekt een toegangsperiode tot het bestand van hoogstens 10 werkdagen;

2° de toegang met voertuig tot het bestand gebeurt enkel via verharde wegen;

3° na afloop van iedere interventie worden schoeisel en uitrusting van degenen die de interventie verrichten, op eigen kosten ontsmet worden overeenkomstig artikel 11;

4° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;

5° de betrokkenen, evenals hun voertuigen, is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op de ontsmettingsmaatregelen of iedere interventie in geïnfecteerd gebied.

**Art. 7.** In afwijking van artikel 1 kan het verkeer buiten de wegen in de bossen en wouden, in de zin van artikel 2 van het Boswetboek voor de exploitatie van de naaldbomen, aangetast door de schorskever, door de territoriaal bevoegde houtvester toegelaten worden tegen volgende minimumvoorwaarden :

1° de toegang tot de bestanden gebeurt zoveel mogelijk op de verharde wegen;

2° na afloop van iedere interventie worden het schoeisel en de uitrusting van de betrokkenen, evenals de voertuigen die de verharde wegen verlaten hebben, ontsmet overeenkomstig artikel 11;

3° de ontsmetting van de bedrijfsstuigen gebeurt op kosten van Wallonië in het kader van een overheidsopdracht, door de Waalse Overheidsdienst gegund aan een gespecialiseerde firma;

4° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;

5° de betrokkenen, evenals hun voertuigen en de bedrijfsvoertuigen, is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op de ontsmettingsmaatregelen of iedere interventie in geïnfecteerd gebied.

**Art. 8.** In afwijking van artikel 1 kan het verkeer, buiten de wegen in de bossen en wouden in de zin van artikel 2 van het Boswetboek voor het verrichten van aanplantingen tegen volgende minimumvoorwaarden toegelaten worden:

1° enkel de aanplanting met hout-, bos- en tuingereedschap aangekocht of besteld voor de datum waarop de betrokken eigendom opgenomen is in het geïnfecteerd gebied op grond van opeenvolgende besluiten tot vaststelling van de buitengrenzen ervan of die voor die datum reeds in het bezit waren, wordt toegelaten;

2° in voorkomend geval is enkel de grondvoorbereiding met een handgestuurde bosmaaier, enkel in een ongeveer 50 cm brede aanplantingslijn, voor de betrokken aanplanting toegelaten;

3° een voorafgaandelijke kennisgeving die overeenstemt met het model van bijlage 1 wordt door de eigenaar of diens gemachtigde overgemaakt aan de territoriaal bevoegde houtvester, minstens 48u voor aanvang van de aanplanting of manuele vrijmaking als bovenbedoeld; deze kennisgeving dekt een toegangsperiode tot het bestand van hoogstens 10 werkdagen;

4° de toegang gebeurt zoveel mogelijk op de verharde wegen;

5° na afloop van iedere interventie worden het schoeisel en de uitrusting van de betrokkenen, evenals de voor het vervoer van de stekken gebruikte voertuigen die de verharde wegen verlaten hebben, op eigen kosten ontsmet overeenkomstig artikel 11;

6° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;

7° de betrokkenen, evenals hun voertuigen, is het verboden, een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op de ontsmettingsmaatregelen of iedere interventie in geïnfecteerd gebied.

**Art. 9.** In afwijking van artikel 1 kan het in de bossen en wouden langs de wegen en verharde wegen omgehakt en opgeslagen hout door hun eigenaar of diens bedienden weggehaald worden zonder dat de gebruikte tuigen de betrokken weg verlaten.

Van de interventie wordt vooraf kennis gegeven aan de territoriaal bevoegde houtvester.

Bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd.

Die personen, alsmede hun voertuigen, is het verboden, een varkensfokkerij te betreden dan wel binnen te rijden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur na iedere interventie in het geïnfecteerd gebied.

**Art. 10.** In afwijking van artikel 1 kunnen de in de bossen en wouden omsloten cultureel waardevolle gebieden zoals musea, kastelen of erfgoedplaatsen waarvan de hoofdactiviteiten binnen plaatsvinden, toegankelijk worden gemaakt na machtiging van de territoriaal bevoegde houtvester tegen volgende voorwaarden:

1° de toegang gebeurt enkel via verharde wegen die onder geen enkel beding verlaten mogen worden door de uitbaters, het personeel, de bezoekers en gebruikers van de cultureel en/of toeristisch waardevolle gebieden;

2° in het cultureel waardevolle gebied zijn de buitenactiviteiten in bosmilieu verboden;

3° bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, mag dit geenszins benaderd of aangeraakt worden en het telefoonnummer 1718 wordt onmiddellijk verwittigd;

4° de bezoekers van het cultureel waardevolle gebied, de uitbater, diens personeel en de voertuigen is het verboden een varkensfokkerij te betreden of in aanraking te komen met tamme varkens binnen de tweeënzeventig uur volgend op het bezoek van bedoelde gebieden.

De exploitant van elke cultureel waardevol gebied waartoe de toegang gemachtigd wordt door de houtvester heeft de verplichting om aangepaste tekens aan te brengen om de verbodsbepaling van dit besluit een materiële omzetting te waarborgen. Er wordt aan zijn personeel, aan de bezoekers en de gebruikers van bedoeld gebied informatie verstrekt over de risico's in verband met de Afrikaanse varkenspest en met de maatregelen die uitgevoerd dienen te worden om genoemde ziekte zo goed mogelijk in te perken.

**Art. 11.** Wanneer dit besluit een desinfectie oplegt, zijn volgende minimummaatregelen van toepassing :

1° voor het materieel en de voertuigen (met inbegrip van de autotapijten, de wielen en de zijafdichtingsplaten) bij toegang buiten de verharde wegen;

a) elk spoor van aarde wordt verwijderd, indien nodig met de borstel;

b) er wordt een eerste keer met zeepwater gereinigd;

c) de eigenlijke desinfectie gebeurt dan met een besproeiing met een oplossing met virusdodende middelen toegelaten volgens Verordening nr. 528/2012 van het Europees Parlement en de Raad van 22 mei 2012 betreffende het op de markt aanbieden en het gebruik van biociden waarvan de doeltreffendheid in de bestrijding van het virus veroorzaker van de Afrikaanse varkenspest is bewezen;

d) laarzen en schoeisel worden, naast gereinigd en ontsmet, opgeslagen in het voertuig in een daartoe voorziene plastic zak of doos : daarna worden ze een hele nacht in een tegen 10 % verdunde oplossing ondergedompeld van zuiver natriumhypochloriet (NaClO) in een zout/wateroplossing (NaCl) (type bleekwater);

2° voor de personen :

a) zo snel mogelijk wordt een douche genomen;

b) de gedragen kledij wordt op een hoge temperatuur gewassen : als de prospectie over meerdere opeenvolgende dagen gespreid wordt, kan het wassen van de kledij op het einde van de periode gebeuren, maar de kledij wordt enkel voor de prospectie gebruikt;

c) bij aanraking met een wild zwijn wordt de gedragen kledij de dag zelf op minstens 60° gewassen.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en houdt op van kracht te zijn op 15 mei 2020.

Namen, 16 januari 2020.

**Bijlage bij het ministerieel besluit van 16 januari 2020 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken**

<b>KENNISGEVING VERKEER IN GEÏNFECTEERD GEBIED – AFRIKAANSE VARKENSPEST</b>	
(Artikelen 6 en 8 van het ministerieel besluit van 16 januari 2020)	
Overeenkomstig de artikelen 6 en 8 van het ministerieel besluit van 16 januari 2020 houdende een tijdelijk verkeersverbod in de bossen ter beperking van de verspreiding van Afrikaanse varkenspest geeft ondergetekende kennis van zijn intentie om in geïnfecteerd gebied om volgende redenen :	
NAAM :	VOORNAAM :
FIRMA	
Adres :	
TELEFOON :	
Email :	
Zich buiten de wegen, wegels en paden verplaatsen om inventaris- en merkverrichtingen uit te voeren op al dan niet gezond loof- en naaldhout in hieronder omschreven omtrek.	
<input type="checkbox"/> Aanplantingen verrichten in hieronder omschreven omtrek. Bij deze voeg ik een afschrift van een factuur voor de aankoop of een bestelbon voor stekken met een vroegere datum dan de datum waarop betrokken eigendom opgenomen is in het geïnfecteerd gebied op grond van de opeenvolgende besluiten tot vaststelling van de buitengrenzen ervan, of het bewijs dat de planten reeds voor deze datum in bezit waren.	
De omtrek vallend onder de afwijkingsregeling is gelegen :	
<input type="checkbox"/> In openbaar pos Eigendom/Afdeling/Perceel : <input type="checkbox"/> In privé-bos Kadastraal perceel / gebied afgebakend op bijgevoegde kaart (1/10.000 <sup>e</sup> ) :	
<b>AFGELEGDE REISWEG (meest directe berijdbare wegen) :</b>	
<b>DATA VOOR TOEGANG TOT GEBIED (tijdens de periode van tien dagen te rekenen van de datum van huidige kennisgeving)</b>	
Ik verbind mij ertoe volgende voorwaarden in acht te nemen :	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• De toegang tot de bestanden gebeurt overeenkomstig bepalingen van het besluit in verband met activiteit ;</li> <li>• Schoeisel, uitrusting van betrokkenen en, in voorkomend geval, voertuigen die de verharde wegen verlaten zullen hebben worden ontsmet overeenkomstig instructies uit artikel 11 van het besluit van 16 januari 2020 tot tijdelijk verkeersverbod in de bossen om de verspreiding van Afrikaanse varkenspest te beperken ;</li> <li>• Geen enkele van mijn interveniënten, noch hhun voertuigen of bedrijfstuigen zullen een varkensfokkerij betreden of oprijden en in aanraking komen met tamme varkens binnen de 72u volgend op de ontsmettingsmaatregelen ;</li> <li>• Bij het aantreffen van een kadaver van een wild zwijn, wordt dit geenszins benaderd of aangeraakt en het telefoonnummer <b>1718</b> wordt onmiddellijk verwittigd.</li> </ul>	
Ik ben niet vrijgesteld van het inachtnemen van de vigerende wetgeving niettegenstaande huidige kennisgeving.	

Opgemaakt te ....., op .....

Handtekening:

Namen, 16 januari 2020.

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER